Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 12 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°529 ■

Chronique Eco

La Syrie : une économie exsangue et un pays éclaté

P 16

COORDINATION ENTRE LES MINISTÈRES DES FINANCES ET DU COMMERCE

Le marché informel dans le viseur du gouvernement

L'Algérie, à l'instar de nombreux autres pays, fait face à une expansion significative de l'économie informelle, qui touche divers secteurs de l'économie nationale. Cette situation a entraîné une dégradation des taux de croissance économique et empêche une évaluation précise de la véritable puissance de l'économie. L'économie informelle, en particulier, gangrène notre système économique. Afin de lutter contre ce phénomène, le ministère des Finances et celui du Commerce, en charge de la régulation du marché national, ont décidé de mettre en commun leurs efforts pour tenter d'éradiquer cette problématique. P 3

AVANCEMENT DU PROJET DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE

Le rôle majeur de l'Algérie souligné

Le projet de la route transsaharienne, un corridor stratégique reliant six pays africains, est une initiative ambitieuse visant à favoriser l'intégration régionale et à stimuler les échanges économiques entre les nations du continent.
Bien que l'infrastructure soit quasiment achevée, des défis demeurent pour en maximiser l'utilisation et l'impact économique. Dans ce contexte, l'Algérie a joué un rôle central, tant dans la construction de l'infrastructure que dans la mobilisation des financements nécessaires.

P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le projet de loi relative aux assurances au menu

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du gouvernement. À l'ordre du jour figuraient plusieurs dossiers, dont l'avant-projet de loi relatif aux assurances. Selon un communiqué de la réunion, cet avant-projet de loi, qui s'inspire des orientations du président de la République lors du Conseil des ministres du 22 mai 2024, vise à renforcer le contrôle de ce secteur d'activités, à prendre en charge les nouveaux risques et à améliorer les produits et services destinés aux clients. Il s'agit également de promouvoir la vente à distance de produits d'assurance et le développement de l'assurance digitale.

P 3

PRODUCTION DE MÉDICAMENTS SPÉCIALISÉS ET INNOVANTS

Saidal multiplie ses partenariats avec les multinationales

Saidal, acteur majeur de l'industrie pharmaceutique en Algérie, nourrit l'ambition de devenir une référence mondiale dans son secteur. Le groupe vise à se positionner parmi les leaders de l'industrie pharmaceutique mondiale, avec l'objectif clair de renforcer sa présence sur le marché international. Dans cette optique, le PDG du groupe, Wassim Kouidri, souligne l'importance de cette vision globale pour le développement de Saidal.

P 5

SONATRACH SIGNE UN PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA DGF

Un projet forestier de 150 milliards DA annoncé P 2

AGRICULTURE

Vers la création d'un réseau national de chambres froides P 5

PARTENARIAT

Signature d'un accord entre Sonelgaz et Siemens P 4

LA 2E ÉDITION DE "L'AFRICA GLOBAL IMPACT SUMMIT" À PARTIR DE LUNDI À ALGER

La transition durable en Afrique en débat

La deuxième édition de "l'Africa global impact summit" (AGIS 2024) se tiendra du 16 au 17 décembre à Alger sous le thème "Zéro carbone, économie circulaire et développement local au cœur de la transition durable en Afrique", ont annoncé mercredi les organisateurs. Placé sous l'égide des ministères de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, et de l'Environnement et de la Qualité de la vie, AGIS 2024 réunira des acteurs clés de la transition durable en Afrique pour débattre des défis et suggérer des solutions concrètes au développement durable sur le continent, a indiqué Khalida Anad, directrice de GreenEco Algérie, société organisatrice de l'événement, lors d'une conférence de presse.
Les interventions de la rencontre qu'abritera l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), porteront sur l'Afrique et l'Algérie face aux changements climatiques, les stratégies de réponse du secteur de l'énergie, et l'enjeu zéro carbone dans l'industrie africaine. Les débats s'intéresseront aussi à l'économie circulaire et économe en ressources en Afrique, aux évolutions règlementaires ESG (environnementales, sociales et de gouvernance), CSRD (la directive sur le reporting de durabilité des entreprises) et impacts sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), ainsi qu'au financement durable en Afrique, la transformation de paradigme de croissance et l'apport de l'amélioration du bien-être pour une performance durable de l'entreprise. Le président du comité scientifique de AGIS 2024, Ali Harbi a, pour sa part, fait savoir que la compagnie nationale Sonatrach reviendra, lors d'une communication, sur sa stratégie climat, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) partagera son expérience dans la préservation de l'environnement alors que Algérie emballage présentera son expérience dans l'économie circulaire. Des experts nationaux mais aussi internationaux, spécialistes de la RSE et des Objectifs de Développement Durable (ODD), représentant le think-tank RSE en Afrique, l'Organisation internationale des directeurs financiers et la commission économique pour l'Afrique des Nations-Unis, animeront le débat autour des thèmes retenus, a-t-il encore détaillé.

R E.

AVANCEMENT DU PROJET DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE

Le rôle majeur de l'Algérie souligné

Le projet de la route transsaharienne, un corridor stratégique reliant six pays africains, est une initiative ambitieuse visant à favoriser l'intégration régionale et à stimuler les échanges économiques entre les nations du continent.

Par Mourad A.

Bien que l'infrastructure soit quasiment achevée, des défis demeurent pour en maximiser l'utilisation et l'impact économique. Dans ce contexte, l'Algérie a joué un rôle central, tant dans la construction de l'infrastructure que dans la mobilisation des financements nécessaires. Mohamed Ayadi, Secrétaire général du comité de liaison de la route transsaharienne, examine l'avancement du projet, les défis rencontrés, ainsi que les propositions pour en optimiser la valorisation. Lors d'une intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Mohamed Ayadi a souligné que le projet avance à grands pas, avec un taux de réalisation global dépassant les 90 %, atteignant même 97 % selon la Banque africaine de développement. Ce corridor, reliant six pays (l'Algérie, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Tchad et la Tunisie) s'étend sur environ 9 400 kilomètres. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir l'intégration régionale, de réduire l'enclavement et de stimuler les échanges économiques entre les pays concernés. Pour financer les travaux, chaque pays a contribué en fonction de ses capacités : l'Algérie et le Nigeria ont financé une partie du projet sur fonds propres, tandis que d'autres nations ont sollicité des financements internationaux. D'après Mohamed Ayadi, l'Algérie, en particulier, a joué un rôle moteur dans la réalisation de ce projet. Il précise que, en plus de sa contribution à la construction de l'infrastructure, l'Algérie a activement travaillé à la mobilisation de financements internationaux. Le pays organise également des rencontres annuelles à Alger pour suivre l'avancement du projet, un engagement qui témoigne de son rôle de leader dans cette initiative régionale.
Toutefois, bien que l'infrastructure soit en place, plusieurs défis demeurent, notamment en matière de valorisation des échanges commerciaux entre les pays concernés. Les échanges restent insuffisants, et des problèmes financiers et administratifs entravent l'entretien et la gestion des infrastructures, particulièrement dans les pays du Sahel. De plus, la diversification des infrastructures, notamment le développement de lignes ferroviaires, demeure une priorité. Ces infrastructures complémentaires au réseau routier faciliteraient les échanges et contribueraient à la réduction des coûts.
Pour surmonter ces défis, plusieurs propositions ont été avancées. Une étude approfondie doit être réalisée pour identifier les potentialités économiques propres à chaque pays. Il est également essentiel de mettre en place des mécanismes facilitant les échanges commerciaux, notamment à travers des réformes réglementaires et une implication renforcée des secteurs privés. Le projet pourrait également bénéficier d'une collaboration accrue avec des institutions continentales telles que l'ASLECAF et le NEPAD, afin de l'intégrer dans une vision plus large du développement africain.
« L'Algérie a joué un rôle moteur dans la réalisation de ce projet. En plus de sa contribution à la construction de l'infrastructure, le pays a activement travaillé à la mobilisation de financements internationaux. Nous organisons également des rencontres annuelles à Alger pour suivre l'avancement du projet, un engagement qui témoigne de notre rôle de leader dans cette initiative régionale. Bien que l'infrastructure soit en place, plusieurs défis demeurent, notamment en matière de valorisation des échanges commerciaux et de gestion des infrastructures dans les pays du Sahel », a-t-conclu.

SONATRACH SIGNE UN PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA DGF

Un projet forestier de 150 milliards DA annoncé

Par S R.

Sonatrach a signé, hier à Tipaza, avec la Direction Générale des Forêts, un protocole d'accord relatif à un projet forestier en vue de la création de puits de carbone naturels certifiés, annonce le Groupe dans un communiqué, précisant qu'il s'inscrit dans le cadre de ses engagements en faveur de l'environnement et de la promotion du développement durable.
La cérémonie de signature s'est déroulée au champ de tir du Mont Chenoua, dans la wilaya de Tipaza, cette cérémonie coïncide avec la célébration des manifestations du 11 décembre 1960, ainsi que la journée internationale sur la montagne.
Le Président Directeur Général de SONATRACH, M. Rachid HACHICHI, a présidé cette cérémonie en compagnie du Wali de Tipaza, M. Ali MOULAI, de M. Abdelkrim AOUISSI, Secrétaire Général du Ministère de l'Energie, des Mines et des Energies Renouvelables, de M. Hamid BENSAAD, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, en présence de M. Rachid NADIL, Président de l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures(ARH), ainsi que de responsables et représentants de plusieurs ministères, organismes nationaux, internationaux et onusiens.
« Ce projet d'envergure nationale s'inscrit dans le cadre de la stratégie Climat de SONATRACH qui vise à établir un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et la capacité de leur absorption à travers des puits de carbone naturels, ce qui contribuera à annihiler les émissions inévitables résultant des activités de l'Entreprise», indique la même source, précisant ainsi que ce projet vise également à générer des crédits carbone.
Selon les données préliminaires, cet important projet, étalée sur 10 ans, sera réalisé en étroite collaboration avec la Direction Générale des Forêts et couvrira une superficie estimée à 520 000 hectares, repartie à travers tout le territoire national, avec la plantation de plus de 423 millions de plants d'arbres forestiers : 300 millions de plants pour le boisement et le reboisement, 120 millions de plants pour la réhabilitation des paysages forestiers dégradés, et 3 millions de plants pour le développement de l'agroforesterie. La mise en œuvre de ce projet a été confiée à la filiale « Agro-alimentaire activité (3A) » de SONATRACH, pour un investissement global de 150 milliards de DA, a indiqué son Pdg Rachid Hachichi.
Dans un premier temps, un projet pilote de deux ans sera mis en place pour permettre à tous les acteurs concernés d'acquérir l'expertise nécessaire pour ce type d'activité et maîtriser les mécanismes d'enregistrement, de certification et de génération de crédits carbone. Il convient de noter que les dimensions de ce projet structurant vont au-delà des seuls aspects environnementaux, car ce dernier est appelé à engendrer d'importants avantages sociaux et économiques parmi lesquels le soutien à l'activité des agriculteurs, la création d'emplois nouveaux, et enfin l'amélioration de la biodiversité grâce à la diversification des espèces forestières.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COORDINATION ENTRE LES MINISTÈRES DES FINANCES ET DU COMMERCE

Le marché informel dans le viseur du gouvernement

L'Algérie, à l'instar de nombreux autres pays, fait face à une expansion significative de l'économie informelle, qui touche divers secteurs de l'économie nationale. Cette situation a entraîné une dégradation des taux de croissance économique et empêche une évaluation précise de la véritable puissance de l'économie. L'économie informelle, en particulier, gangrène notre système économique. Afin de lutter contre ce phénomène, le ministère des Finances et celui du Commerce, en charge de la régulation du marché national, ont décidé de mettre en commun leurs efforts pour tenter d'éradiquer cette problématique.

Par Réda Hadi

En effet, le ministre des Finances, Laaziz Faid et le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, ont convenu, lors d'une réunion conjoint qu'ils ont coprésidée, de lancer des ateliers périodiques entre les secteurs des finances et du commerce intérieur pour l'intégration des activités économiques non réglementées.
Selon des sources, ces ateliers s'attèleront à définir des objectifs opérationnels à moyen terme et à œuvrer à leur réalisation, tout en assurant un suivi continu des résultats obtenus et en ajustant les trajectoires si nécessaires.
Dans un communiqué conjoint, il est précisé que lors de cette réunion, tenue au siège du ministère des Finances, en présence des cadres supérieurs des deux ministères et de plusieurs responsables concernés, l'accent a été mis sur l'étude des moyens de lutte contre le phénomène des activités économiques non réglementées et des marchés parallèles, ainsi que la réduction de leurs impacts négatifs sur l'économie nationale, dans le cadre d'une vision globale visant à renforcer les ressources financières ordinaires et à élargir l'assiette fiscale, conformément aux priorités de la loi de finances 2025, indique la même source.
Selon des observateurs, le phénomène est si prégnant qu'il a fallu l'action combinée de deux ministères pour y mettre fin. Il faut se souvenir que les différentes tentatives de lutter contre ce type d'économie se sont soldées par des échecs.
Cette fois-ci, soulignent ces mêmes observateurs, les pouvoirs publics ont pris le taureau par les cornes et affichent leurs convictions, et se disent résolus à combattre autant le blanchiment d'argent, que les marchés parallèles. Alors comme dit l'adage « l'union fait la force ».
Aussi Faid, lors de cette réunion, a souligné l'importance de renforcer la coordination entre les secteurs ministériels pour réaliser la justice fiscale et restaurer la confiance dans le système économique, affirmant que la réduction de l'économie non réglementée et des marchés parallèles nécessite un traitement global de toutes les transactions.
Le rôle joué parle ministère des Finances, est important dans l'accompagnement de tous les secteurs et dans l'échange d'expériences, visant une meilleure compréhension, l'approfondissement des approches et la définition des axes devant être étudiés avec soin pour atteindre les résultats escomptés, outre l'importance de relever les défis et de surmonter les obstacles.
Et ce d'autant plus que pour mener cette lutte, il est important de souligner, que la numérisation et de l'utilisation généralisée des moyens de paiement électronique, ainsi que celle de l'amélioration de la collecte de toutes les ressources financières et fiscales, ce qui amène à la nécessité de la coordination et de la coopération avec les secteurs concernés pour atteindre ces objectifs.
Pour sa part, Zitouni a mis l'accent sur la nécessité d'encourager la justice financière sociale et d'instaurer le caractère social de l'Etat auquel sont attachées les Hautes autorités, ainsi que de diffuser la culture du civisme fiscal et de conscientiser les différents acteurs, en vue de renforcer l'approche participative et d'éliminer toutes les formes de l'économie informelle sur le marché national empêchant la réalisation des objectifs escomptés, saluant l'importance de l'action participative et de coordination entre les secteurs, notamment à travers ces rencontres. En dernier lieu, soulignent certains que ces mesures devraient être absolument accompagnées, par des contrôles inopinés.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le projet de loi relative aux assurances au menu

Par Sirine R.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du gouvernement. À l'ordre du jour figuraient plusieurs dossiers, dont l'avant-projet de loi relatif aux assurances.
Selon un communiqué de la réunion, cet avant-projet de loi, qui s'inspire des orientations du président de la République lors du Conseil des ministres du 22 mai 2024, vise à renforcer le contrôle de ce secteur d'activités, à prendre en charge les nouveaux risques et à améliorer les produits et services destinés aux clients. Il s'agit également de promouvoir la vente à distance de produits d'assurance et le développement de l'assurance digitale.
Le ministre des Finances, Laaziz Faid, avait déclaré que le secteur des assurances connaîtra d'importantes réformes visant à augmenter significativement sa contribution au PIB.
Actuellement, il ne contribue qu'à hauteur de 1%, alors que chez nos voisins et dans d'autres pays de la région MENA, cette contribution dépasse les 4 à 5%. Ce taux reste donc « infime », et les assureurs sont appelés à redoubler d'efforts pour promouvoir la culture de l'assurance auprès des citoyens.
En 2023, le secteur des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 168 milliards de DA (soit 1,2 milliard USD), en hausse de 2,6% par rapport à l'exercice 2022. Le ministre a souligné que ces résultats « ne reflètent pas encore le potentiel énorme du marché national des assurances ». Le ministre des Finances a, par ailleurs, appelé début décembre à la création de nouveaux produits d'assurance et à la proposition de solutions innovantes pour répondre aux besoins croissants du marché. Il a également insisté sur l'utilisation des technologies modernes, notamment numériques, et sur l'intensification des campagnes de sensibilisation pour mettre en lumière l'importance de l'assurance et son rôle dans le développement économique. Parmi les réformes principales attendues, figure la mise en place d'une autorité de supervision du marché « plus autonome et davantage indépendante». Cette autorité devrait garantir une plus grande transparence et une neutralité totale, en distinguant clairement les missions de l'État en tant que régulateur et contrôleur, et celles de l'État en tant qu'actionnaire unique dans les sociétés publiques d'assurance, avait-il précisé.
Bénéficiant d'un cadre réglementaire nouveau et adapté, l'e-assurance connaîtra, à son tour, un essor qualitatif, encouragé par l'usage croissant de la numérisation et des supports digitaux dans le secteur de l'assurance.
La mise en application de la nouvelle loi sur les assurances se traduira également, dans le domaine commercial, par la réintroduction de l'obligation d'assurance des marchandises et des biens d'équipement importés par voie aérienne ou maritime, auprès d'une société d'assurance agréée en Algérie.
Par ailleurs, le gouvernement a entendu une communication sur le contrôle de l'urbanisme et la problématique des constructions inachevées, ce qui a permis d'aborder plusieurs axes stratégiques visant à renforcer la conformité des projets et à garantir un développement harmonieux des espaces urbains. L'objectif est de créer un environnement urbain moderne, fonctionnel et durable pour les citoyens, tout en préservant l'identité architecturale nationale.
Dans le cadre des communications sectorielles concernant l'état des services publics, le gouvernement a également examiné les mesures visant à améliorer et moderniser les services publics du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, notamment par la généralisation de la numérisation pour lutter contre la bureaucratie.
Enfin, le gouvernement a poursuivi l'examen du cadre réglementaire relatif aux activités de stockage et de distribution des produits pétroliers, avec pour objectif de favoriser la concurrence et de promouvoir le professionnalisme dans ce secteur, conclut la même source.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

«Le peuple algérien fier de son legs sacré a fait le serment de demeurer fidèle au message éternel des Chouhada»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi, que le peuple algérien, fier de son legs sacré de cohésion et de défense de l'unité nationale, a fait le serment de demeurer fidèle au message éternel des Chouhada.
"Le peuple algérien, fier de son legs sacré de cohésion et de défense de l'unité nationale, de la souveraineté populaire et de l'intégrité de son territoire national, est un peuple qui s'est imprégné, au fil des étapes et des époques, d'un patriotisme profondément enraciné, et qui a fait le serment, de génération en génération, de demeurer fidèle à la terre des Chouhada et à leur message éternel", a écrit le président de la République dans un message à l'occasion du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.
C'est dans cet esprit que le peuple algérien "édifie les fondements d'un Etat fort, immunisé par ses institutions et ses capacités économiques et protégé par la puissance de son Armée et son bouclier de défense, pleinement conscient des défis actuels dans notre environnement régional erratique et tendu", a ajouté le président de la République.
Sur la commémoration du 64 anniversaire de 11 décembre 1960, le président de la République a soutenu qu'elle "vient mettre en lumière une étape hautement significative en termes de fidélité et de dévouement à la patrie". "Dans les terribles circonstances historiques de l'époque, ces manifestations furent un cri de liberté et de dignité et un appel à la justice face à la tyrannie et à la domination coloniale, ayant démontré avec une clarté éclatante la cohésion du peuple algérien, son adhésion pleine et entière à la glorieuse Révolution de libération et son attachement aux objectifs tracés par la Déclaration du 1er Novembre", a-t-il dit.
Le président de la République a également souligné que le peuple algérien vaillant, grâce à sa conscience nationale, "immunise sa patrie contre les desseins des conspirateurs et les rancœurs des haineux et déjoue les tentatives désespérées de démoralisation des patriotes dévoués à l'Algérie".
Et d'ajouter que "par sa conscience éveillée, le peuple protège la sécurité et la stabilité de la société, en s'attelant, dans cette conjoncture délicate, à des enjeux importants et des priorités pressantes pour le parachèvement du projet national de développement global et durable, lancé dans l'Algérie nouvelle et dont la concrétisation de ses dimensions stratégiques se poursuit grâce au génie du peuple et aux efforts des Algériennes et des Algériens dans l'Algérie victorieuse".

PREMIÈRE SOLUTION ALL-IN-ONE POUR UNE EXPÉRIENCE MULTIMÉDIA ENRICHIE

Algérie Télécom et Djezzy lancent « TWINBOX »

Algérie Télécom, opérateur historique des télécommunications, et Djezzy, opérateur mobile de référence en Algérie, s'unissent pour lancer une offre innovante : la « TWINBOX », une solution All-in-One qui révolutionne l'accès aux services numériques en offrant une expérience complète et de qualité aux Algériens.

Le lancement officiel a eu lieu mardi lors d'un showcase organisé à Alger par les deux opérateurs, en présence des employés ayant participé à la réalisation du projet, ainsi que des clients et des créateurs de contenu impliqués dans la promotion du service.

Le « TWINBOX », un équipement de nouvelle génération, rassemble des services variés pour répondre aux besoins d'une expérience numérique moderne qui s'adresse à toute la famille.

Des contenus multimédias et éducatifs : « Streaming en direct des grands événements sportifs tels que la Premier League, la Liga, la Ligue 1, ainsi qu'un accès à une large bibliothèque de contenu de divertissement grâce à la plateforme TOD du groupe beIN media group ; Accès à des services éducatifs via des applications algériennes conçues pour faciliter l'apprentissage en ligne et Une sélection de jeux numériques pour des moments de détente et de divertissement».

Avec TWINBOX, Algérie Télécom et Djezzy réaffirment leur engagement à promouvoir la digitalisation et l'innovation en Algérie. Cette solution encourage les start-ups locales à enrichir le contenu et les fonctionnalités du service, renforçant ainsi l'écosystème numérique national.

Ce projet est une concrétisation de la collaboration inscrite dans le cadre du partenariat stratégique signé entre les deux opérateurs et qui vise à combiner leurs expertises respectives pour relever les défis du secteur des télécommunications et offrir des solutions adaptées aux attentes des utilisateurs. Pour découvrir tous les détails de cette nouvelle offre et souscrire à la « TWINBOX », les clients d'Algérie Télécom et de Djezzy sont invités à visiter le site web : www.twinbox.dz.

PARTENARIAT

Signature d'un accord entre Sonelgaz et Siemens

Le président-directeur général (PDG) de Sonelgaz, M. Mourad Adjal a reçu, mardi à Alger, une délégation de l'énergéticien allemand "Siemens Energy", conduite par le directeur général en charge de la région Moyen-Orient et Afrique, M. Dietmar Siersdorfer, avec lequel il a été convenu de former un groupe de travail chargé d'examiner de nouveaux axes de partenariat entre les deux parties. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement des relations et des partenariats extérieurs de Sonelgaz, a débouché sur "un accord sur la création d'un groupe de travail conjoint chargé, dans un premier temps, d'examiner et d'étudier de nouveaux axes de partenariat entre Sonelgaz et l'entreprise allemande, et définir ainsi les formes et les domaines de coopération", lit-on dans un communiqué du Groupe public. Au cours de cette rencontre, tenue au siège de la direction générale de Sonelgaz, les deux parties ont évoqué "les voies de renforcement de leurs relations et examiné de nouveaux domaines de partenariat, outre l'état d'avancement des projets de coopération en cours". A cette occasion, M. Siersdorfer a affiché "l'intérêt de son entreprise à renforcer et soutenir le partenariat avec Sonelgaz, au regard de sa position économique importante, notamment sur le marché africain", appelant à "trouver de nouveaux domaines de partenariat, notamment en matière d'échange d'expertise et de développement des ressources humaines", selon le communiqué. De son côté, M. Adjal a affirmé que Sonelgaz était ouverte à l'élargissement du partenariat avec Siemens, soulignant le niveau important d'expertise et la grande expérience dont dispose la Sonelgaz dans de nombreux domaines, notamment dans la production et le transport de l'électricité, érigeant ainsi le Groupe public en "opérateur énergétique fiable et professionnel qui occupe une place de leader à l'échelle continentale". A ce propos, le PDG a évoqué les différents projets importants pris en charge par Sonelgaz, à l'instar de la mise en œuvre d'un programme de 15.000 mégawatts d'énergies renouvelables (ENR) et du projet d'interconnexion électrique Nord-Sud. Le responsable a également mis en avant les capacités de Sonelgaz dans le domaine de la fabrication d'équipements électriques et gaziers, selon la même source. Dans ce contexte, le premier responsable de Sonelgaz a fait savoir que le plus grand défi pour le Groupe aujourd'hui consiste à "augmenter le taux d'intégration, ce qui suscite son intérêt à explorer de nouvelles perspectives de partenariat avec Siemens", conclut le communiqué.

ENERGIE

Le ministre Arkab reçoit une délégation de l'énergéticien allemand «Siemens Energy»

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, mardi à Alger, une délégation de l'énergéticien allemand "Siemens Energy", conduite par le vice-président exécutif de l'entreprise et directeur général pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, M. Dietmar Siersdorfer avec lequel il a évoqué les moyens de renforcer le partenariat avec le secteur énergétique algérien, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a eu lieu au siège du ministère, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, et du président-directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, ainsi que de cadres centraux. Les deux parties ont examiné les relations bilatérales entre "Siemens Energy" et les entreprises nationales Sonelgaz et Sonatrach, soulignant l'importance du partenariat stratégique entre les deux parties. Elles ont également examiné les voies de renforcer ce partenariat, notamment dans les domaines du transport et de la transformation de l'électricité, du développement des énergies nouvelles et renouvelables, de la formation et du développement des compétences humaines, outre le renforcement de l'intégration nationale, selon le communiqué. Lors de cette rencontre, les questions cruciales liées à la décarbonation et aux solutions énergétiques durables ont également été abordées, en focalisant sur l'exploration des perspectives de développement de la décarbonation dans les industries énergétiques, l'amélioration des techniques de stockage de l'énergie, le renforcement de la stabilité des réseaux électriques, ainsi que le développement de la production et du transport de l'hydrogène vert.

CONCOURS DE RECRUTEMENT À LA SONATRACH

Les candidats invités à rectifier leurs informations personnelles mal renseignées

Le groupe Sonatrach a informé, dans un communiqué, l'ensemble des candidats inscrits au concours national de recrutement, qu'ils peuvent procéder à la correction de leurs informations mal renseignées, ainsi qu'à l'actualisation de leur fichier incomplet, dès ce mercredi, via un portail en ligne. "Sonatrach informe l'ensemble des candidats inscrits au concours national de recrutement, lancé le 28 novembre dernier, qu'ils peuvent désormais procéder à la correction de leurs informations mal renseignées, ainsi qu'à l'actualisation de leur fichier PDF incomplet joint lors de l'inscription, en accédant au portail en ligne https://nationalrecruit.sonatrach.dz/correct , accessible du mercredi 11 décembre à partir de14h00 au samedi 14 décembre à 20h00", lit-on dans le communiqué Cette correction concerne uniquement les information relative au nom et prénom, date de naissance, adresse e-mail, les pièces jointes (diplôme, pièce d'identité, attestation d'inscription ANEM), qui doivent être jointes sur un seul fichier au format PDF d'une taille maximale de 3Mo. "Ce portail est dédié exclusivement à la rectification des données erronées sus citées introduites lors de l'inscription, les candidats inscrits ayant renseigné correctement leurs informations ne doivent pas accéder de nouveau au portail", précise le même document. Sonatrach a rappelé que le concours se déroulera sous forme d'un examen écrit qui portera sur les connaissances acquises durant le cursus de spécialité et ayant relation directe avec le poste de travail concerné, et renouvelle ses encouragements et souhaite pleine réussite à tous les participants.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Décembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg		أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	72	84	60	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	74	82	65	الطماطم		
	Oignon sec	49	55	42	البصل الجاف		
	Ail sec	473	540	407	الثوم الجاف		
	Carotte	68	76	59	الجزر		
	Navet	82	92	71	لفت		
	Choux fleur	72	82	62	قرنبيط		
	Choux	73	81	64	الكرنب		
	Courgette	132	146	118	الكوسة		
	Haricot vert	159	176	141	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	92	105	78	الخس		
Fruits frais	Clémentine	142	184	100	الكليمونتين	فواكه طازجة	
	Orange	125	165	85	البرتقال		
	Citron	129	148	110	الليمون		
	Pomme locale	375	475	275	التفاح المحلي		
	Datte	503	628	377	التمر		
	Grenade	161	187	134	الرمان		
	Banane	474	488	460	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1774	1901	1647	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	412	424	399	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,18	-0,62	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2350,00	0,00	1,25	2,14	7,05	7,66	1058	2 486 300,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-1,05	-1,94	11,78	5,58	2751	6 162 240,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,38	2,03	-	0	0,00

PRODUCTION DE MÉDICAMENTS SPÉCIALISÉS ET INNOVANTS

Saidal multiplie ses partenariats avec les multinationales

Saidal, acteur majeur de l'industrie pharmaceutique en Algérie, nourrit l'ambition de devenir une référence mondiale dans son secteur. Le groupe vise à se positionner parmi les leaders de l'industrie pharmaceutique mondiale, avec l'objectif clair de renforcer sa présence sur le marché international. Dans cette optique, le PDG du groupe, Wassim Kouidri, souligne l'importance de cette vision globale pour le développement de Saidal.

Par Mourad A.

La stratégie de Saidal repose sur des partenariats stratégiques avec des multinationales et des institutions de renom, afin de relever les défis liés à l'accès aux médicaments spécialisés et innovants.

L'entreprise met également l'accent sur l'innovation pharmaceutique, notamment à travers le développement des thérapies cellulaires et des traitements ciblés, qui représentent l'avenir de la médecine. En renforçant ses collaborations internationales, Saidal aspire à se positionner comme un acteur clé dans la transformation du paysage médical mondial. Lors d'une intervention sur une chaîne de télévision privée, Wassim Kouidri a déclaré : « Ces partenariats stratégiques sont essentiels pour répondre aux défis liés à l'accès aux médicaments spécialisés, notamment ceux qui sont difficiles à obtenir, comme les traitements de pointe tels que le Botox. Grâce à cette coopération, nous pouvons offrir un accès plus large à des traitements médicaux avancés, que ce soit dans des domaines comme la médecine esthétique ou dans des secteurs en pleine expansion tels que la médecine régénérative».

L'innovation pharmaceutique occupe également une place prépondérante dans la stratégie de Saidal. Le PDG a ajouté : « Nous sommes pleinement engagés dans le développement des thérapies cellulaires, un domaine en forte croissance qui représente une véritable révolution dans le traitement des maladies graves, notamment les cancers. Ces thérapies ont fait d'énormes progrès ces dernières années et ont le potentiel de transformer profondément le paysage médical ».

Wassim Kouidri a également souligné les grandes évolutions à venir dans le domaine des traitements : « Selon les scientifiques, dans une dizaine d'années, près de 60% des traitements classiques seront remplacés par des traitements ciblés. Ces médicaments seront administrés directement aux cellules malades, offrant ainsi une médecine de précision d'une efficacité inédite».

Parallèlement, Saidal renforce ses partenariats internationaux avec des institutions de renommée mondiale. Wassim Kouidri a précisé : « Nous avons établi des liens stratégiques avec des institutions prestigieuses comme Karolinska, un leader mondial de la recherche médicale. Grâce à cette collaboration, nous avons accès à des technologies de pointe et à des innovations majeures, ce qui nous permet de nous doter des meilleurs outils pour répondre aux défis sanitaires de demain».

Des progrès dans la fabrication de médicaments innovants

En ce qui concerne la production locale, Saidal a réalisé des progrès considérables dans la fabrication de médicaments innovants. Grâce à des investissements conséquents dans des unités de production modernes et à une forte composante de recherche locale, l'entreprise a élargi son portefeuille de produits, en particulier dans le domaine des traitements anticancéreux. Aujourd'hui, plus de 220 médicaments figurent dans son catalogue, et Saidal s'engage résolument à réduire sa dépendance aux importations, dans le but de rendre ces traitements plus accessibles à la population algérienne, tout en maîtrisant les coûts.Cette dynamique de réformes technologiques, couplée à des partenariats stratégiques, a permis à Saidal d'accroître significativement le nombre de produits pharmaceutiques disponibles sur le marché algérien. Wassim Kouidri a d'ailleurs souligné : « De 12 médicaments anticancéreux disponibles au départ, le nombre de produits en développement a considérablement augmenté. Aujourd'hui, Saidal compte 17 produits en compétition, et notre objectif est d'étendre davantage notre gamme». Le développement des nouveaux produits chez Saidal ne se limite pas aux médicaments classiques. Le PDG de l'entreprise, Wassim Kouidri, précise que Saidal s'engage également dans l'intégration de traitements innovants, notamment dans les domaines des thérapies ciblées et régénératives, en parfaite adéquation avec les évolutions du secteur pharmaceutique mondial. Parallèlement, Saidal poursuit ses efforts pour augmenter la production locale de médicaments, avec l'ambition d'atteindre entre 150 et 170 produits dans les années à venir.

La recherche et le développement occupent ainsi une place centrale dans la stratégie de l'entreprise, qui nourrit une ambition claire : positionner l'Algérie comme un hub pharmaceutique régional et jouer un rôle clé dans la transformation du secteur pharmaceutique mondial. Wassim Kouidri rappelle que l'objectif de Saidal ne se limite pas à la simple production de médicaments. «Nous voulons participer activement à l'innovation scientifique et garantir un accès amélioré aux traitements de pointe, tant pour la population algérienne qu'internationale», a-t-il souligné.

FAO

La salinisation touche plus de 10% des sols mondiaux !

La salinisation des sols affecte déjà 10,7% de la surface terrestre de la planète et est appelée à s'intensifier avec le changement climatique, ce qui comporte de graves conséquences sur l'agriculture, a prévenu l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Environ 1,4 milliard d'hectares sont touchés par la salinisation, et un milliard supplémentaires sont menacés d'ici la fin du 21e siècle, selon un rapport publié par la FAO à l'occasion du Forum sur les sols et l'eau de Bangkok (Thaïlande). Il existe des sols naturellement chargés en sel ou en sodium, qui hébergent des plantes adaptées à ces conditions extrêmes. Mais la teneur en sel ou en sodium du sol peut augmenter rapidement avec le changement climatique (aridité croissante, dégel du permafrost) mais aussi à cause d'activités humaines (déforestation, mauvais usages de l'irrigation, du pompage ou de fertilisants, salage des routes contre le verglas). Cette salinisation a des conséquences directes sur l'agriculture et l'alimentation, avec des pertes allant jusqu'à 70% des récoltes, notamment pour le riz, les haricots, la canne à sucre ou la pomme de terre. Sur ces terres, les plantes non adaptées flétrissent comme en pleine sécheresse. La salinisation concerne pour le moment 10% des surfaces cultivables dans le monde, notamment en Chine, aux Etats-Unis ou en Afghanistan, selon les cartes de la FAO. Mais avec le changement climatique, cette salinisation pourrait toucher 24 à 32% des sols d'ici la fin du 21e siècle, principalement en Amérique latine, dans le sud-ouest des Etats-Unis, en Australie et en Afrique du Sud. Au Bangladesh, les sols se salinisent déjà plus vite que prévu et la montée des eaux ne fera qu'accélérer le processus, limitant gravement la surface des terres cultivables, prévient la FAO. Avec la hausse du niveau de la mer, plus d'un milliard d'humains vivant dans des zones côtières risquent de subir une inondation progressive et une salinisation du sol de leurs régions d'ici la fin du siècle, au Bangladesh mais aussi en Chine, au Vietnam ou en Egypte. Pour l'organisation onusienne, la "gestion durable" de ces sols est "essentielle pour répondre à la demande alimentaire". Mais les trois quarts des 50 pays concernés n'ont pas de réglementations sur la gestion de ces terres salinisées, regrette l'organisation. De nombreuses stratégies permettent cependant de réduire cette salinisation (drainage et paillage des sols, rotation des cultures, ajout de gypse) ou de s'y adapter, en cultivant des plantes plus tolérantes au sel.

R E.

AGRICULTURE

Vers la création d'un réseau national de chambres froides

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé, lundi, à Boumerdes que son département ministériel examinait actuellement, un projet de création d'un réseau national de chambres froides et de stockage, de petites et moyennes tailles. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que la création de ce réseau national était "importante et urgente", soulignant qu'elle permettra aux producteurs de commercialiser leurs produits en toute aisance, et de contribuer au soutien du dispositif national de régulation des produits pouvant faire l'objet de pénuries sur le marché, notamment la pomme de terre, l'oignon, l'ail et les viandes". A cette occasion, M. Cherfa a salué la récente décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a donné des instructions aux différentes banques nationales pour accompagner les agriculteurs et tous les acteurs du secteur, et leur accorder des facilités pour la création et la réalisation de chambres froides. Le ministre a précisé que le projet de banque de gènes qui est en cours de réalisation, sera livré et inauguré, au cours du premier semestre de 2025, ajoutant que les travaux de réalisation de la structure ont été achevés. Elle sera prochainement équipée avec un budget pour la gestion. Le ministre a par ailleurs indiqué qu'"il y a un projet avec un partenaire d'un pays étranger ami", pour produire localement les semences de légumes que "l'Algérie importe actuellement en totalité" de pays étrangers, précisant que des préparatifs sont en cours pour "le lancement de sa réalisation et l'entrée en phase d'exploitation et de production d'ici fin 2025 ou début 2026". Par ailleurs, concernant le Ramadhan, le ministre a annoncé "le lancement d'une action proactive" en prévision de ce mois, précisant que le secteur a déjà mis en place "un programme de stockage" notamment pour la pomme de terre, l'oignon et l'ail, en collaboration avec le ministère du Commerce, afin d'assurer leur disponibilité et l'approvisionnement des marchés durant le mois sacré. Présidant la cérémonie de distribution de 57 actes de concession agricole au siège de la wilaya, M. Cherfa a souligné que la wilaya de Boumerdes était "leader national" en matière de régulation du dossier du foncier agricole, affirmant que cette wilaya constituait un "modèle en la matière ainsi qu'en matière de régulation du foncier des haouchs". Lors de sa visite, le ministre a posé la première pierre pour la réalisation de deux centres régionaux de stockage de céréales d'une capacité de 5.000 tonnes chacune, dans la commune de Si Mustapha. Il a également inauguré une pépinière pilote à Zemmouri s'étendant sur une superficie de 8.000 m2. A la Société Corenav, spécialisée dans la construction et la maintenance navale au port de Zemmouri El Bahri, M. Cherfa a supervisé la livraison de trois (3) bateaux fabriqués par cette société.

R E.

SÉTIF

Une conférence de wilaya pour l'évaluation de la transformation numérique dans le secteur de l'éducation

Une conférence de wilaya s'est déroulée mercredi et jeudi derniers à Sétif, pour l'évaluation de la transformation numérique dans le secteur de l'éducation nationale, réunissant plus de 120 acteurs du domaine, en vue de la préparation des rencontres régionales et de la conférence nationale prévues autour de ce sujet.
Le directeur de l'Education de la wilaya de Sétif, Rachid Benmessaoud, a indiqué à l'APS, en marge du coup d'envoi de cette rencontre de deux jours, organisée à l'auditorium de la direction de l'Education, en présence du wali de Sétif, Mustapha Limani, qu'il s'agit de la seconde phase de ces rencontres, précédées de séminaires similaires au niveau des circonscriptions pédagogiques locales.
Le responsable a ajouté que les réunions organisées au niveau des circonscriptions pédagogiques, à l'instar de la rencontre d'aujourd'hui, regroupent les différents acteurs, les partenaires et tous les acteurs impliqués dans la transformation numérique, afin de recevoir le plus grand nombre possible de suggestions et d'observations à même d'améliorer la numérisation adoptée dans ce secteur.
Il a déclaré, dans le même contexte, que les ateliers prévus au titre de cette conférence, recueilleront les propositions de la base et les observations des différents partenaires autour du processus de numérisation actuellement mené, afin de les prendre en considération et remédier, de la sorte, aux éventuelles lacunes.

RELIZANE

Inauguration d'infrastructures scolaires et de santé

Plusieurs infrastructures scolaires et de santé ont été inaugurées et la première pierre de projets de développement a été posée, mardi dans plusieurs communes de la wilaya de Relizane, dans le cadre de la commémoration du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.

A cette occasion, le wali de Relizane, Sami Medjoubi, accompagné des autorités locales et des membres de la famille révolutionnaire, a supervisé la mise en service d'une salle de soins dans la commune d'OuledYaich, après sa réhabilitation et sa rénovation.
Le wali a également inauguré une unité de dialyse et un service d'ophtalmologie à l'hôpital "KouiderTorki" à Mendes, en plus de la promotion d'une salle de soins de la commune de Sidi Saada au statut de centre de santé, ainsi que l'ouverture du service de garde nocturne dans deux polycliniques des communes de Bendaoud et Relizane.
Dans la commune d'Oued R'hiou, la première pierre a été posée pour la construction d'un collège dans le quartier "El-Wiam" et d'une école primaire dans le quartier "El-Aouamria". Par ailleurs, une piscine semi-olympique a été remise en service après sarénovation et les clés de 120 logements publics locatifs ont été distribuées aux bénéficiaires dans la commune de Merdja Sidi Abed.
Dans la commune d'Ouled Sidi Mihoub, il a été procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un lycée d'une capacité de 600 places avec une demi-pension.
Dans la même collectivité locale, un projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable concrétisé grâce à un réservoir d'eau d'une capacité de 300 mètres cubes, a été mis en service.
Dans la commune d'El-Hemadna, les autorités de la wilaya ont mis en service un projet d'alimentation en gaz naturel pour environ 200 foyers situés dans les zones "El-Medadha" et "El-Aouachria", qui a nécessité la mobilisation d'une enveloppe budgétaire de plus de 37 millions DA.
Dans la commune d'Oued Djemaa, un terrain de sport de proximité a été inauguré dans le quartier "60 Logements" et deux cantines scolaires ont été ouvertes dans les écoles primaires "AroussiAroussi" au Douar "El-Araissia" et "Fayçal Bencheikh" au Douar " Ouled Cheikh".
Le programme mis sur pieds par les autorités locales pour la commémoration de cet événement historique a été marqué également par le coup d'envoi du championnat de cross-country de la wilaya dans la commune de MerdjaSidi-Abed, ainsi que l'inspection de plusieurs projets de développement dans divers secteurs tels que l'éducation, l'habitat et le sport.

TIZI-OUZOU

Ouverture d'un nouveau service de chirurgie oncologique

Un nouveau service de chirurgie et de réanimation oncologiques a été mis en service mardi au Centre de lutte contre le cancer (CLCC) de Draa Ben-Khedda, à l'Ouest de Tizi-Ouzou.
Ce nouveau service, constitué de quatre (4) blocs opératoires, est doté de matériel performant de pointe qui permettra "une meilleure prise en charge des patients", a souligné dans son exposé au wali, Aboubaker EsseddikBoucetta, la responsable du service oncologie, le Professeur Kahina Benzidane.
Ce nouveau service comprend, outre la chirurgie et la réanimation oncologiques, une unité de greffe de la moelle osseuse, qui est la 2e au niveau national, après celle du Centre Pierre et Marie Curie du CHU Mustapha Pacha à Alger.
Le Pr Benzidane a mis l'accent, à l'occasion, sur la nécessité de renforcer le service en accélérateurs de radiothérapie ainsi qu'en personnel, notamment, en physiciens et médecins spécialisés à l'effet de réduire les délais des rendez-vous espacés de plusieurs mois pour certaines patholoies.
M. Boucetta s'est enquis, par ailleurs, du fonctionnement du service de radiothérapie du même Centre. Un service qui connait une forte pression et un espacement des rendez-vous, notamment, après la fermeture de l'Unité d'oncologie du CHU NedirMohamed.Le wali s'est ensuite rendu à l'Etablissement public de santé (EHS) de cardiologie, "Omar Yacef", où il s'est aussi enquis des conditions de fonctionnement de cet établissement spécialisé, notamment, son service des urgences où M. Boucetta s'est entretenu avec des responsables qui lui ont soulevé leurs préoccupations, dont le manque du personnel et des moyens.

ANNABA

Rencontre d'information sur les nouveaux produits d'assurance liés aux activités économiques

Une rencontre d'information sur " les nouveaux produits d'assurance liés aux activités économiques " a été organisée mardi à Annaba, à l'initiative de la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) avec la participation de cadres centraux de cette compagnie et des opérateurs économiques de divers secteurs. Les travaux de la rencontre se sont axés sur l'assurance agricole et l'assurance crédit-fournisseur sur le marché local en tant que produits d'assurance nécessaire pour la pérennité des activités économiques et leur protection contre les divers risques, a indiqué dans son intervention à l'occasion le directeur général par intérim de la CAAR, Hassan Ouberrane. Les nouveaux produits d'assurance proposés par la compagnie viennent accompagner la dynamique économique que connait le pays, a affirmé le même cadre qui a mis l'accent sur le rôle important joué par les sociétés d'assurance dans la préservation de la stabilité des activités économiques et leur protection contre les éventuels risques. Dans ce contexte, l'assurance agricole et l'assurance crédit-fournisseur représentent sur le marché local une garantie supplémentaire à la stabilité et l'évolution des activités, a-t-il relevé.
Dans son intervention sur " l'assurance agricole contre les risques ", Mme Amel Zouaghi, cadre central de la CAAR, a passé en revue les multiples risques menaçant les récoltes agricoles et les produits agricoles concernés par l'assurance, précisant que ce type d'assurance englobe la production végétale et animale ainsi que le matériel agricole et les systèmes d'irrigation. De son côté, Tarek Rahmoune, directeur de la gestion et de la conformité au sein de la même compagnie, a présenté le nouveau produit de l'assurance crédit -fournisseur qui permet d'assurer les crédits destinés à l'acquisition de matériaux et équipements d'extension de l'activité, affirmant que ce type d'assurance favorise le développement des activités d'un côté et garantit le recouvrement des impayés de l'autre. Les travaux de la rencontre se sont poursuivis en ateliers regroupant les sociétés d'assurance et leurs clients sur les aspects opérationnels liés à ces nouveaux produits d'assurance.

NÂAMA

Lancement des travaux de réalisation d'un centre de stockage de céréales à El Biod

La première pierre pour la réalisation d'un centre de stockage de céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux, a été posée mardi dans la commune d'El Biod, wilaya de Naâma, a-t-on appris des services de la wilaya.
Le wali de Naâma, LounesBouzegza, a présidé le lancement des travaux de ce projet, le quatrième du genre dans la wilaya, après trois centres similaires en cours de réalisation dans les communes de Naâma, Aïn Ben Khelil et Mekmen-Benamar.
Ce lancement coïncide avec les célébrations de la 64eme anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.
Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du programme visant la construction de huit centres locaux pour une capacité totale de 400.000 quintaux, s'étendra sur une superficie de 6.000 m². Une enveloppe financière d'environ 210 millions de dinars a été consacrée à cette opération.
A cette occasion, le wali a souligné l'importance stratégique que les autorités accordent à ce type de projet, notamment en raison des récentes décisions d'attribution d'actes de concession à plusieurs investisseurs pour l'extension des superficies irriguées dédiées aux cultures stratégiques comme le blé dur et le maïs.
Il a également insisté sur le respect strict des normes de construction en vigueur et sur la nécessité de finaliser les travaux avant la fin du mois de juin prochain, en prévision de la campagne de moisson-battage. En outre, le wali a mis l'accent sur l'importance d'achever les travaux de raccordement du centre à la route nationale RN 6, située sur le territoire de la commune d'El Biod.
Ces infrastructures contribueront à renforcer les capacités de stockage des céréales dans la wilaya de Naâma, qui dispose actuellement de quatre structures offrant une capacité de stockage totale de 222.000 quintaux.

Les conséquences de la politique Trump 2.0 sur l'économie européenne

Hausse des droits de douane aux États-Unis, la remise en cause du dispositif réglementaire international pour les banques, la fin des appuis américains, l'accroissement des incertitudes macro financières, etc. Quels sont les risques sur l'économie européenne ?

Par Gabriel Gaspard (*)

Les conséquences d'un droit de douane

Le nouveau président des États-Unis a affirmé que les droits de douane, essentiellement des taxes à l'importation, créeront davantage d'emplois dans les industries, diminueront le déficit public, baisseront l'inflation et permettront au gouvernement de réduire les impôts. Une telle démarche ne va-elle pas impacter fortement l'économie américaine ? La BCE s'inquiète, l'Europe doit-elle avoir peur ?
Droit de douane. Le droit de douane occasionne pour le pays importateur deux effets divergents. L'un est une augmentation des prix aboutissant à une réduction de la demande.
L'autre est une modification dans la redistribution des revenus : il apporte des recettes supplémentaires pour l'État importateur qui diminuera le déficit public. Il accroit les profits des entreprises importatrices et réduit le pouvoir d'achat des consommateurs.
Le but recherché est d'attirer les entreprises étrangères à produire sur place ou à protéger les entreprises locales contre un dumping dû à une surproduction du pays exportateur. L'État importateur est doublement gagnant, car il évite de subventionner son industrie et protège ses emplois. L'approche Trump 2.0 est-elle meilleure que l'IRA Inflation Reduction Act du Président Biden qui a mis en place subventions à la production, obligation d'acheter américain, allégements fiscaux qui ont eu des effets très néfastes sur l'économie européenne ?
Immigration et dette publique. L'augmentation des prix sera visible si le droit de douane est très élevé et que le pays exportateur garde ses coûts ou sa marge. Dans ce cas le déficit fédéral américain ne peut être réduit. Si le produit ne reste pas moins cher à l'importation, les entreprises exportatrices seront tentées de venir produire localement. Au vu du coût de la main-d'œuvre américaine, l'opération risque de ne pas atteindre le but recherché. Pour l'atteindre, le nouveau président pourrait faire appel à une main-d'œuvre étrangère, moins chère. Une politique d'immigration contraire à celle qu'il défend ;
Inflation, réduction des impôts et Banque centrale américaine. Si la politique du droit de douane exerce une pression très forte sur les prix, l'inflation par l'importation peut repartir à la hausse. Pour enrayer l'inflation, la Banque centrale américaine FED, devra arrêter d'abaisser ses taux directeurs, voire même les augmenter. L'inflation et l'augmentation des taux directeurs imposeraient un frein supplémentaire aux fabricants américains. Le pouvoir d'achat des consommateurs sera de nouveau réduit. Il faudra alors réduire de nouveau les impôts pour les entreprises et les consommateurs pour compenser leurs revenus, créant ainsi une dette publique supplémentaire ;
Le dollar et l'euro. Une autre façon de penser le lien entre les importations et les exportations passe par le marché des changes. Lorsque les droits de douane augmentent le prix des marchandises importées aux États-Unis, la demande diminue. La baisse de la demande des biens Européens exportés se traduit par une baisse de la demande de devises étrangères et renforce le dollar américain. Un dollar américain plus fort rend également les exportations américaines relativement plus chères sur les marchés internationaux, réduisant la demande de produits américains en Europe. Un dollar plus cher c'est un euro moins cher. La différence de change peut compenser une partie ou la totalité de l'augmentation du droit de douane.
Les droits de douanes injustifiés sont en réalité préjudiciables pour les États-Unis et l'Europe. Les produits deviendront plus chers pour les Américains et moins chers en Europe. Si l'UE réplique par des droits de douanes sur certains produits importés par les États-Unis, il y aura un impact négatif sur les entreprises locales européennes. En réalité, c'est mieux de trouver un accord tarifaire dans l'intérêts des deux parties. L'Europe a déjà une quarantaine d'accords commerciaux signés sur tous les continents. Un nouvel accord doit être signé avec les États-Unis en espérant qu'il ne subisse pas le même sort que le TTIP/TAFTA. En effet, durant le premier mandat de Donald Trump, l'accord avait échoué en raison de l'opposition de l'opinion publique européenne et celle de Trump qui ne voulait plus de libre-échange.

De plus, les droits de douanes :
- peuvent perturber les flux commerciaux mondiaux, en entravant particulièrement l'échange de technologies vertes en aggravant les défis économiques existants ;
- créent une érosion de l'intégrité du système commercial mondial en affaiblissant le respect des règles commerciales convenues au niveau international ;
- pourraient entraîner une aggravation des tensions commerciales et une instabilité politique accrue.

Les droits de douanes sont comme des horloges : de temps en temps, il faut savoir les arrêter, les nettoyer, les lubrifier et les mettre à l'heure exacte.

La remise en cause des réglementations locales et internationales pour les banques

La réélection de Donald Trump sera favorable aux entreprises avec des mesures de réduction d'impôts et de déréglementations, notamment dans le secteur de la finance. Le futur président vise à éliminer certains points de Bâle III. Pour les banques et les sociétés financières, il permettra de réduire les exigences de leurs fonds propres et d'évaluer leurs propres risques. Les banques pourront s'engager plus facilement dans les fusions-acquisitions. Le résultat sera une plus grande concentration du marché dans les mains des grandes banques américaines.
La règle d'exigence d'un taux de couverture de liquidité (LCR) impose aux banques américaines, à l'international, de détenir suffisamment de trésorerie pour couvrir 100% des risques tels que des taux plus élevés, etc. La remise en cause de cette exigence de Bâle III peut provoquer en Europe à une nouvelle crise financière à l'image de la crise de 2008.

La nouvelle administration Trump est prête à ébranler les réglementations. Quels organismes seront les plus touchés ?

La FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation), agence indépendante du gouvernement des États-Unis, a été créée en 1933 à la suite de la Grande Dépression. Sa principale mission est d'assurer la stabilité du système bancaire américain et de protéger les dépôts des particuliers (250 000 dollars) dans les banques membres. Ses revenus proviennent des primes d'assurance sur les dépôts détenus par les banques et associations d'épargne assurées etc. La future équipe gouvernementale devrait alors réexaminer certaines pratiques de la FDIC en ce qui concerne la résolution des défaillances bancaires.
L'OCC (Bureau du contrôleur de la monnaie), nommé par le président, est financé par les banques elles-mêmes qui doivent payer des frais d'examen et de traitement. Il dispose de nombreux pouvoirs dont ceux de refuser les demandes de création de nouvelles succursales bancaires, de révoquer les directeurs de banque et même de prendre des mesures de contrôle à l'encontre des banques. Avec la préférence de la nouvelle équipe gouvernementale pour les cryptoactifs et les technologies émergentes, un changement certain sera opéré en termes d'approche politique ou de supervision.
Le Bureau de protection des consommateurs en matière financière CFPB, chargé de protéger les consommateurs du secteur financier, sera la cible du président élu Trump. Il pourrait utiliser la loi sur la révision du Congrès pour revenir sur certaines règles publiées par le CFPB. Avant même son arrivé à la Maison-Blanche, le milliardaire Elon Musk, chargé de simplifier la bureaucratie américaine dans la prochaine administration Trump, a appelé à "supprimer le CFPB".

La fin des appuis américains : où trouver 330 milliards d'euros pour soutenir l'Ukraine ?

Avec la réélection de Donald Trump, l'Ukraine devra peut-être bientôt s'adapter à une réduction spectaculaire du soutien américain. Cette réélection met en lumière l'aide militaire et financière que l'Ukraine pourrait attendre de l'Union européenne.
L'Europe est endettée jusqu'en 2058. Pour aider l'Ukraine, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont approuvé à l'unanimité une aide de 50 milliards d'euros. Cette aide passera dans le budget pluriannuel européen 2021-2027. L'Union européenne a mis sur pied un plan de relance Covid-19 de 806,9 milliards d'euros, 750 milliards d'euros au prix de 2018 (NextGenerationEU). Ce plan octroie des subventions (338 milliards d'euros) et des prêts pour soutenir les réformes et les investissements (385 milliards d'euros) dans les États membres de l'UE. Ils ont décidé de s'endetter en commun et de rembourser cet emprunt de 2028 à 2058.
Depuis février 2022, le début de la guerre d'agression menée par la Russie, l'UE et ses États membres ont fourni environ 124 milliards d'euros pour venir en aide à l'Ukraine et à sa population (environ 277 euros par habitants). Pendant cette même période, le Congrès américain a mis à disposition de l'Ukraine 183 milliards de dollars (environ 517 euros par habitants). Si la guerre continue, malgré le plan Trump pour arrêter le conflit et si les États-Unis arrêtent l'aide à l'Ukraine, l'Europe doit emprunter environ 330 milliards d'euros pour soutenir l'Ukraine en 2025-2026. L'accroissement des incertitudes macro financières avec des marchés financiers américains qui vont encore dominer le monde l'an prochain. Dans une économie américaine pro-business et dirigée par un Président MAGA (Make America Great Again), faut-il suivre la suggestion de la Présidente de la Banque centrale européenne : acheter américain pour éviter une guerre avec Trump ?
Avec l'élection de Donald Trump, il a un accroissement des incertitudes macro-financières et géopolitiques, les perspectives européennes seront affaiblies avec une capacité interne amoindrie à réagir. Il est admis que pendant cette présidence, l'Europe ne sera pas une grande puissance au sens d'un ensemble politico-militaire capable de faire jeu égal avec les États-Unis.
L'Europe doit se réunir rapidement, se muscler et mobiliser son épargne. « En travaillant ensemble et en réunissant nos richesses, nous pouvons accomplir de grandes choses » Ronald Reagan.
« Il devient urgent de secouer l'apathie générale, pour monter des mécanismes de défense. Les Américains sont en train d'acheter la biscuiterie française. [...] Les décisions se prennent de plus en plus aux États-Unis. Il y a un véritable transfert de souveraineté. [...] Les vues du Pentagone sur la stratégie planétaire, les vues du business américain sur l'économie mondiale nous sont imposées. »

(*) Chef d'entreprise à la retraite, spécialiste en économie financière

Source : La Tribune.fr

EGYPTE

ExxonMobil vise du gaz commercial sur le bloc offshore North Marakia

En mars 2022, ExxonMobil a cédé une participation de 40 % dans le bloc d'exploration NorthMarakia situé en mer Méditerranée, à QatarEnergy, dans l'optique de faciliter les opérations d'exploration pétrogazières sur le périmètre.
La major pétrolière américaine ExxonMobil entamera des travaux de recherche d'hydrocarbures dans l'offshore égyptien avec pour objectif la découverte de nouveaux gisements commerciaux de gaz, notamment sur le périmètre NorthMarakia.
C'est Karim Badawi (photo), le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales qui a officialisé l'information, vendredi 6 décembre, dans la foulée des discussions qu'il a eues avec des représentants de la compagnie.
L'initiative s'inscrit dans la politique du Caire visant à renforcer la coopération avec les multinationales en vue d'attirer des investissements dans le secteur en particulier la recherche de gaz.
En effet, comme le rappellent des données de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) dont l'Égypte est membre, cette dernière a enregistré une baisse de son offre gazière de 87 % en glissement annuel.
En octobre, le ministre Badawi a annoncé que l'Égypte a revu à la baisse son objectif en matière d'énergies renouvelables pour 2040, à 40 % contre 58 % initialement, priorité étant donnée désormais au gaz en tant qu'élément central du mix énergétique du pays pour les années à venir.
Depuis 2018, l'Égypte assurait son autosuffisance en gaz grâce à l'exploitation du champ Zohr. Une sécurité énergétique compromise par la baisse de production du gisement qui pousse depuis quelques mois l'État à se tourner vers l'importation de GNL pour couvrir ses besoins en énergie.

TUNISIE

Pose de la première pierre pour deux centrales solaires photovoltaïques à Feriana

Une cérémonie officielle, présidée par la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma ThabetChiboub, s'est tenue à Feriana, dans le gouvernorat de Kasserine, pour lancer la construction de deux projets de production d'électricité à partir de l'énergie solaire photovoltaïque.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts nationaux de transition énergétique et représentent une avancée majeure pour le secteur des énergies renouvelables en Tunisie. Ont également pris part à cet événement WaelChouchane, Secrétaire d'État chargé de la Transition Énergétique, Fayçal Trifa, PDG de la Société Tunisienne d'Électricité et de Gaz (STEG), BelhassenChiboub, Directeur Général de l'Électricité et des Énergies Renouvelables, ainsi que des représentants des entreprises en charge du projet, "Qair" et "Mazarine", et des bailleurs de fonds.
Les deux projets, réalisés dans le cadre d'un système de licences, sont financés par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) pour un montant de 14,5 millions d'euros (environ 48 millions de dinars). Avec une capacité totale de 20 mégawatts, ils fourniront de l'électricité à près de 30.000 foyers, réduiront la consommation de gaz naturel de 8.000 tonnes par an (soit une économie de 4 millions de dollars) et éviteront l'émission de 17.000 tonnes de gaz à effet de serre chaque année. La mise en service de ces centrales solaires est prévue avant l'été 2025.
Elles intégreront des technologies innovantes telles que les onduleurs et les stations de transformation intelligentes (Smart Transformer Station) fournies par Huawei.
Fatma ThabetChiboub a souligné que ces projets renforceront le réseau national d'électricité et contribueront à la stratégie nationale visant à intégrer 35 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030. Elle a également mis en avant leur rôle dans la réduction du déficit énergétique primaire et l'encouragement des investissements dans les énergies propres.
De son côté, WaelChouchane a déclaré que ces projets marquent une étape essentielle dans la lutte contre le changement climatique tout en répondant aux besoins croissants en électricité, notamment lors des périodes de pointe.
Omar Ben Hessine Bey, responsable des affaires institutionnelles chez Qair en Tunisie, a salué l'expertise locale combinée aux technologies internationales pour relever les défis énergétiques. Farah Khalfaoui, Senior Channel Manager chez Huawei Tunisie, a ajouté que ce projet reflète une synergie réussie entre Qair et Huawei pour promouvoir des solutions énergétiques durables en Tunisie.

MAURITANIE

Lancement du portail national des marchés publics

Le ministre de la transformation numérique, de l'innovation et de la modernisation de l'administration, M. Ahmed Salem Bede, en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget, M. Codioro Moussa N'Guenor, a supervisé, mardi, à Nouakchott, le lancement du portail officiel des marchés publics intitulé : « Le portail des marchés publics : Plus de transparence et d'égalité des chances ».
Organisé par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), en collaboration avec le ministère de la Transformation numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'administration, l'événement vise à assurer un meilleur respect des principes de libre accès à la demande publique, d'égalité entre les candidats et de transparence des procédures.
Ce portail offre un accès complet et équitable à toutes les informations relatives aux marchés publics, y compris les plans de passation des marchés, les annonces d'appels d'offres et leurs résultats, des outils qui permettent aux acteurs du secteur de suivre les processus en toute transparence, renforçant ainsi la confiance dans les procédures en général.
Supervisant le lancement du portail national des marchés publics, le ministre de la transformation numérique, de l'innovation et de la modernisation de l'administration a déclaré que la coïncidence de cet événement avec les célébrations marquant l'anniversaire de l'indépendance nationale représente une occasion de renouveler les valeurs d'unité, de souveraineté et de progrès, et de traduire ces valeurs dans la pratique à travers le lancement du portail national des marchés publics.
Il a ajouté que cette réalisation s'inscrit également dans le cadre de l'engagement pris par le Premier ministre, M. Mokhtar OuldDiay, devant le Parlement lors de la présentation du programme du gouvernement, où il a affirmé sa volonté de développer l'administration publique et de réaliser des réformes fondamentales dans les domaines vitaux ; notant que le lancement du portail national des marchés publics et la première phase du système de passation électronique des marchés reflètent la volonté du gouvernement de mettre en œuvre ce qui a été promis.

FORUM DE RIYAD

Les entreprises américaines envisagent les opportunités du marché saoudien

Les entreprises américaines sont impatientes de profiter de la croissance rapide du marché du Royaume d'Arabie saoudite, avec de nouvelles opportunités dans les domaines de l'énergie, des transports, du tourisme et de la santé, mises en évidence lors du Forum des affaires américano-saoudien qui s'est tenu à Riyad.
Organisé par la Fédération des Chambres Saoudiennes en collaboration avec le ministère américain du Commerce, l'événement a eu lieu le 8 décembre, selon l'Agence de presse saoudienne.
Waleed Al-Orainan, secrétaire général de la FSC, et Alison Dilworth, chef de mission adjoint à l'ambassade des États-Unis, ainsi que des représentants des gouvernements et du secteur privé saoudiens et américains ont participé au forum.
Selon le département d'État américain, les deux pays entretiennent des relations économiques étroites, les États-Unis étant le deuxième partenaire commercial de l'Arabie saoudite et l'Arabie saoudite l'un des principaux partenaires commerciaux des États-Unis au Moyen-Orient.
Le Royaume est également la troisième source d'importation de pétrole pour les États-Unis, fournissant environ un demi-million de barils par jour, comme l'indique le rapport sur les relations bilatérales de 2023. Les deux pays ont conclu un accord-cadre sur le commerce et l'investissement afin de favoriser une coopération économique plus approfondie.
Les discussions du forum ont porté sur la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, qui vise à diversifier l'économie du Royaume et à accroître les opportunités de commerce et d'investissement avec les États-Unis et d'autres marchés mondiaux. L'événement a permis à 72 entreprises basées aux États-Unis d'explorer les perspectives d'exportation en Arabie saoudite et les possibilités d'investissement dans les mégaprojets de la Vision 2030.
L'un des points forts de l'événement a été la prévision de dépenses gouvernementales de 7 000 milliards de dollars par l'intermédiaire de fonds de développement spécialisés, ce qui a créé des opportunités significatives pour les entreprises américaines.
Une attention particulière a été accordée aux exportations, produits et services américains innovants. Un certain nombre d'entreprises participantes sont détenues par des femmes, ce qui s'inscrit dans le cadre de la Vision 2030, qui met l'accent sur l'autonomisation des femmes saoudiennes au sein de la population active.
Les deux parties ont exprimé leur optimisme quant au fait que des forums tels que le Saudi-US Business Forum renforceraient les liens économiques bilatéraux, en améliorant la coopération par le biais d'un dialogue continu entre les représentants des secteurs public et privé des deux pays.
Les échanges commerciaux entre l'Arabie saoudite et les États-Unis ont atteint 34 milliards de dollars en 2023.
Les principales exportations du Royaume vers les États-Unis comprennent les produits minéraux et les engrais, tandis que les machines et les appareils mécaniques figurent parmi les principales exportations américaines vers l'Arabie saoudite, selon l'Agence de presse saoudienne.

SEYCHELLES

12 millions $ du FMI après la revue des programmes MEDC/FRD

En mai 2023, le FMI a approuvé un accord triennal en faveur des Seychelles au titre des programmes MEDC et FRD d'un montant global de 102 millions $. Pour 2025, l'institution prévoit une croissance de 4,3%.

Les Seychelles recevront environ 12,1 millions $ du Fonds monétaire international (FMI) après la troisième revue des accords au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). C'est ce qu'indique un communiqué de l'institution publié le lundi 9 décembre 2024.

Ce décaissement a pour objectif notamment d'aider à renforcer la stabilité macroéconomique du pays et les cadres de politique budgétaire et monétaire tout en soutenant les efforts de résilience au changement climatique, puis à stimuler la croissance.

Ainsi, le montant total des fonds décaissés dans le cadre de l'accord atteint 24,4 millions $ et 12,2 millions $ respectivement au titre du MEDC et de la FRD. Il s'inscrit dans le cadre d'un accord de trois ans approuvé par le FMI le 31 mai 2023. Selon le Fonds, l'économie des Seychelles montre des signes de ralentissement par rapport aux prévisions antérieures, en partie à cause de la baisse des arrivées de touristes. La pêche et la fabrication de produits connexes sont également inférieures aux prévisions, note le communiqué.

En glissement annuel, l'inflation a augmenté pour atteindre 0,6% en septembre 2024 contre -2,7 % en décembre 2023. Cela est principalement dû à la hausse des prix des services publics.

Bien que la croissance ait légèrement ralenti en 2024, la stabilité macroéconomique a été maintenue. Des progrès ont été réalisés dans le cadre des réformes importantes et de bons résultats budgétaires ont contribué à réduire la dette publique. La politique monétaire est restée souple avec une faible inflation et des taux d'intérêt élevés, mais les autorités doivent rester vigilantes face aux pressions inflationnistes et ajuster la politique monétaire si nécessaire, a indiqué M. Bo Li, directeur général adjoint et président par intérim du FMI.

« Les Seychelles continuent de faire preuve d'une gestion macroéconomique solide et de progrès en matière de réformes structurelles dans le cadre du MEDC et de la FDR, malgré la volatilité de l'environnement extérieur et l'intensification des chocs climatiques », a-t-il ajouté.

Pour 2025, la croissance devrait atteindre 4,3% puis se stabiliser à environ 3,5 % à moyen terme, selon l'institution de Bretton Woods. Elle indique en outre, que l'inflation annuelle moyenne devrait passer à 2,3%, puis se stabiliser autour de 3%.

TANZANIE

Le feu vert pour la construction de la mine d'or Nyanzaga, reporté

Perseus Mining a acquis cette année le projet aurifère Nyanzaga, avec la volonté d'en faire sa quatrième mine d'or en Afrique. Si le feu vert attendu d'ici la fin de l'année est reporté, la compagnie compte toujours lancer la production d'or début 2027.

Attendue initialement pour cette fin d'année, la décision finale d'investissement pour la mine d'or Nyanzaga est finalement prévue pour janvier 2025. C'est ce qu'a déclaré le propriétaire du projet, l'australien Perseus Mining, dans une mise à jour publiée le jeudi 5 décembre.

Perseus précise que ce léger report ne devrait pas avoir d'incidence sur le début de la production d'or à la mine, prévu en 2027. « Après la décision finale d'investissement en janvier 2025, les travaux de développement commenceront immédiatement, ce qui conduira à la production du premier or à la mine d'or de Nyanzaga d'ici janvier 2027 », a déclaré Jeff Quartermaine, PDG de la compagnie.

D'ici ce feu vert, Perseus a entamé depuis août des travaux de forage sur le site, afin de publier l'estimation des ressources minérales et des réserves de minerai pour la future mine. Des travaux d'ingénierie de base (FEED) sont aussi en cours sur le site, de même qu'un plan de relogement des communautés affectées par le développement de Nyanzaga.

Rappelons que la mine d'or Nyanzaga peut ajouter 234 000 onces par an à la production d'or en Tanzanie, sur une durée de vie de 10 ans. Elle devrait être la quatrième mine africaine de Perseus Mining qui exploite déjà trois mines d'or au Ghana et en Côte d'Ivoire.

BÉNIN

Garantie de 200 millions € de la MIGA pour lever 500 millions de prêts commerciaux

Si, en février 2024, le Bénin a réussi sa sortie sur le marché des eurobonds dans un contexte de taux élevés, grâce à une garantie de la MIGA, il espère désormais mobiliser des financements commerciaux à long terme à des conditions plus favorables, afin de poursuivre ses ambitions de développement durable.

Le Bénin a obtenu, il y a quelques semaines, une garantie de 200 millions d'euros (211 millions $) de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), une filiale de la Banque mondiale, pour lever 500 millions d'euros (527 millions $) de financements commerciaux à long terme. Ces fonds seront utilisés pour financer des projets sociaux et climatiques stratégiques dans le pays, selon un communiqué officiel. La garantie, qui couvre les risques liés à la capacité de remboursement du pays d'Afrique de l'Ouest, devrait lui permettre de bénéficier de conditions de financement plus favorables sur les marchés internationaux. Le ministre de l'Economie et des Finances, Romuald Wadagni (photo), a salué cet accord comme « une reconnaissance des réformes structurelles engagées par le Bénin et un soutien à ses ambitions de développement durable ».

Les fonds mobilisés grâce à cette garantie seront alloués à plusieurs initiatives prioritaires, dont le renforcement du registre social unique pour mieux cibler les populations vulnérables, la gestion des risques de catastrophes, et l'adoption de réglementations favorisant des villes durables, apprend-on. Ces projets s'inscrivent dans les engagements du Bénin pour répondre à ses contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. L'écart de financement estimé pour atteindre les objectifs fixés dans les CDN du Bénin s'élève à environ 10 milliards de dollars, d'ici 2030.

Cette garantie intervient alors que le Bénin poursuit ses efforts pour diversifier ses sources de financement. En 2021, il avait déjà émis les premières obligations souveraines africaines alignées sur les objectifs de développement durable (ODD), avec à la clé 500 millions d'euros mobilisés. Ces fonds avaient notamment permis une augmentation de 83,5% du taux de desserte en eau potable en milieu rural et de 30,5% en milieu urbain entre 2017 et 2022.

CÔTE D'IVOIRE

Plus de 22 millions $ pour la transformation de la mangue

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est le principal exportateur de mangues et le 3ème producteur de la sous-région après le Nigéria et la Guinée. Le gouvernement souhaite attirer davantage d'investissements dans le secteur de la transformation qui peine à se développer.

En Côte d'Ivoire, le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADFA) cherche à mobiliser 14 milliards de francs CFA (22,5 millions $) auprès du secteur privé. L'annonce a été faite lors d'un atelier national organisé le mardi 10 décembre par le PADFA.

Selon les informations relayées par l'Agence ivoirienne de presse (AIP), cette enveloppe est prévue pour financer la construction d'une unité agro-industrielle dédiée à la transformation de mangues, dans le nord du pays.

Pour l'heure, la capacité de production et l'emplacement exact de l'installation n'ont pas encore été révélés

D'après EdjaMessou, coordonnateur du PADFA, l'initiative devrait contribuer à améliorer la création de valeur ajoutée à travers le renforcement de la capacité de transformation au sein d'une industrie locale encore embryonnaire. Selon les données officielles, moins de 2 % de la récolte de mangues, évaluée à 150 000 tonnes par an, est transformée en Côte d'Ivoire.

Il convient de noter que les principales activités de transformation du fruit dans le pays, concernent la production de jus de fruits et de mangues séchées.

Pour l'heure, les recettes obtenues dans la filière mangue proviennent principalement des exportations de fruits frais. En 2023, les données compilées par la Direction générale des douanes, indiquent que le pays a expédié 49 544 tonnes de mangues, d'une valeur de plus de 17 milliards de francs CFA (27,3 millions $), sur le marché international.

Par ailleurs, le PADFA estime que l'augmentation du niveau de transformation des mangues devrait également contribuer à la réduction des pertes post-récolte, qui concernent jusqu'à 40 % de la production ivoirienne de mangues chaque année, selon les données officielles.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street clôture en baisse à la veille d'un indicateur d'inflation aux États-Unis

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi, marquant une pause à la veille de la publication d'un indicateur d'inflation aux États-Unis, et faute de catalyseur. Le Dow Jones a abandonné 0,35%, l'indice Nasdaq a cédé 0,25% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,30%.

«Après un mouvement haussier important au cours des trois dernières semaines (...), le marché adopte une posture attentiste avant la publication de données significatives» sur l'inflation, a commenté auprès de l'AFP Art Hogan de B. Riley Wealth Management.

La place américaine attend la publication, mercredi, par le département du Travail de l'indice CPI des prix à la consommation pour le mois de novembre, guettant un possible rebond de l'inflation aux Etats-Unis. «L'évolution terne des principaux indices (de Wall Street) reflète une certaine hésitation avant la publication (de l'indice)», a commenté dans une note Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Ces données donneront des indications aux marchés sur la suite de la politique monétaire de la Banque fédérale américaine (Fed), dont la prochaine réunion se tiendra les 17 et 18 décembre et à l'issue de laquelle une réduction d'un quart de point de pourcentage est anticipée.

Wall Street garde également en ligne de mire l'indice PPI des prix à la production et la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi, selon les analystes. «C'est une semaine où (...) les investisseurs vont avoir besoin de plus de bonnes nouvelles pour continuer à s'enthousiasmer», a observé M. Hogan.

Alphabet dans le vert

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans se tendait à 4,22%, contre 4,19% la veille en clôture. Au tableau des valeurs, le géant des services informatiques Oracle a terminé dans le rouge (-6,67%) à la suite de la publication lundi, après la clôture de Wall Street, de résultats trimestriels en deçà des attentes des analystes. «Le secteur a été évalué à la perfection et n'est pas en mesure de supporter des nouvelles négatives dans l'immédiat», a souligné Art Hogan.

Alphabet, maison-mère de Google, a gagné du terrain (+5,32%) au lendemain de la présentation d'une nouvelle puce baptisée «Willow», une avancée majeure susceptible de rapprocher l'informatique quantique pratique de la réalité, selon le groupe. Cette puce fait en quelques minutes ce qu'il faudrait aux principaux supercalculateurs 10 septillions d'années à réaliser, selon Hartmut Neven, fondateur de Google Quantum AI.

L'action du groupe Walgreens Boots Alliance, en difficulté face à une concurrence accrue, a bondi jusqu'à plus de 20% mardi, pour clôturer à 17,74%, après des informations de presse sur un possible rachat par la société d'investissements Sycamore Partners. Selon le Wall Street Journal (WSJ), faisant référence à des personnes proches du dossier non identifiées, la chaîne de pharmacie et de drugstores discute avec Sycamore en vue de son rachat, qui pourrait être annoncé début 2025.

La compagnie à bas coûts Alaska Airlines a poursuivi son envol (+13,16%) après avoir revu à la hausse ses prévisions pour le quatrième trimestre, en raison notamment d'une forte demande pour le transport aérien et à l'amélioration de ses prix. En outre, la compagnie a précisé dans un communiqué qu'elle proposerait «de nouveaux vols sans escale» en 2025, reliant Seattle à Tokyo et Séoul.

L'Europe ouvre en légère baisse avant l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes évoluent dans de faibles variations à la baisse en début de séance mercredi, les investisseurs attendant la publication de l'inflation américaine au cours de la séance.

À Paris, le CAC 40 se replie de 0,04% à 7391,53 points vers 08h10 GMT. Le Dax à Francfort perd 0,08%, tandis que le FTSE à Londres décline de 0,86%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,54%, l'EuroStoxx 50 recule de 0,07% et le Stoxx 600 décline de 0,19%.

Les investisseurs se concentrent sur le calendrier monétaire chargé de décembre avec neuf des dix plus grandes banques centrales qui se réunissent en ce dernier mois de l'année 2024.

La séance sera ainsi marquée par la publication de l'indice des prix à la consommation (IPC) outre-Atlantique, dernier indicateur important avant les réunions des 17 et 18 décembre de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'indicateur devrait donner des indications sur le rythme de baisse des taux de la Fed alors que le marché table à 85% sur une baisse d'un quart de point des taux en décembre.

La Banque centrale européenne (BCE) rendra de son côté sa décision de politique monétaire jeudi.

Aux valeurs, Inditex, propriétaire de la marque Zara, perd 6,1% après un troisième trimestre décevant.

TUI,, abandonne de son côté 4,28% malgré l'annonce mardi d'une hausse de son bénéfice pour l'année 2024.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Décembre 2024
Valeur : 12 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.4444	133.4594
1	EUR	EURO	140.7572	140.7997
1	GBP	POUND STERLING	170.1012	170.1637
100	JPY	JAPANESE YEN	88.1228	88.1502
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4193	18.4229
1	CHF	SWISS FRANC	151.9003	151.9347
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.1075	94.1380
1	DKK	DANISH KRONE	18.8886	18.8926
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2060	12.2096
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0061	12.0110
1	AED	UAE DIRHAM	36.3292	36.3372
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5151	35.5229
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.9655	434.2968
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.1057	42.5289
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3665	13.3680
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2915	27.4314
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3446	3.3549
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.7395	175.7395

BOURSE DE PARIS

Sans grand élan avant des données d'inflation aux Etats-Unis

La Bourse de Paris évolue prudemment mercredi, dans l'attente de la publication des chiffres de l'inflation américaine et la réunion de la BCE cette semaine.

Vers 10H00, le CAC 40 faisait du sur-place (-0,07%), ne relâchant que 4,95 points pour s'établir à 7.389,83. La veille, il avait perdu 1,14%, lesté par des prises de bénéfices après huit séances consécutives de hausse.

L'attention des investisseurs est tournée vers les chiffres de l'inflation pour novembre aux États-Unis.

Attendues à 14H30 heure de Paris (13H30 GMT), les données de l'indice CPI des prix à la consommation aux Etats-Unis donneront des indications aux marchés sur la suite de la politique monétaire de la puissante Réserve fédérale américaine (Fed), qui se réunira les 17 et 18 décembre.

"Le sentiment dominant sur le marché est en faveur d'une baisse", rapporte Stephen Innes, analyste chez SPI AM.

Cependant, une inflation plus élevée que les estimations "pourrait conduire à s'interroger sur la pertinence de baisser les taux d'intérêt" avant l'arrivée de l'administration Trump à la Maison Blanche et la mise en place de mesures politiques de nature inflationniste, commente Kathleen Brooks, analyste chez XBT.

Avant la Fed la semaine prochaine, les investisseurs européens prendront connaissance de la décision de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi.

Le marché attend majoritairement une baisse de 0,25 point de pourcentage du principal taux directeur de la BCE dans un contexte de croissance atone en zone euro.

Les évolutions politiques en France, une semaine après la chute du gouvernement Barnier, restent aussi un point d'attention.

Le président français Emmanuel Macron a promis de nommer d'ici jeudi, et potentiellement dès mercredi, le successeur de Michel Barnier à Matignon, qui sera chargé de négocier a minima un accord pour éviter la censure.

Le chef de l'Etat a réuni autour de la table les chefs des partis politiques, hors Rassemblement National et La France Insoumise, pour essayer de défricher la route lui permettant de nommer un Premier ministre susceptible d'éviter une nouvelle censure.

Dans ce contexte, vers 10H00, le taux d'intérêt de l'emprunt français à dix ans atteignait 2,87%, contre 2,88% la veille en clôture et son équivalent allemand, référence en Europe, était à 2,11%, contre 2,12% la veille, soit un écart autour de 75-76 points entre les deux pays.

Technip Energies a annoncé mardi, après bourse, avoir remporté un important contrat auprès du britannique NZT Power Limited en vue de la construction et du captage du carbone d'une centrale électrique au gaz dans le nord-est de l'Angleterre.

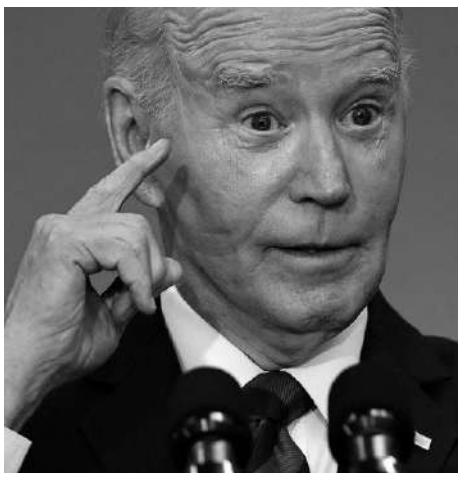
L'action du groupe d'ingénierie et de services lâchait restait peu sensible (-0,33% à 24,00 euros) à cette annonce.

ETATS UNIS

Biden avertit que la politique économique de Donald Trump sera un «désastre»

Dans son viseur, en particulier : la hausse des droits de douane voulue par son successeur. Dans un discours défendant son bilan, le président américain, Joe Biden, a vivement critiqué mardi la politique économique que souhaite mettre en place Donald Trump, la qualifiant de "désastre".

Dans son viseur, en particulier: la hausse des droits de douane voulue par son successeur. Le milliardaire a d'ores et déjà annoncé qu'il augmenterait, dès son entrée en fonction le 20 janvier, les droits de douane sur tous les produits importés du Canada et du Mexique ainsi que sur des produits venant de Chine, soit les trois plus grands partenaires économiques des Etats-Unis."Je pense que cette approche est une énorme erreur", a déclaré le président américain lors d'un discours à la Brookings Institution, à Washington.
Lors d'une allocution ponctuée de toussotements (le président affirmant qu'il a attrapé froid), Joe Biden s'est efforcé de défendre son bilan économique, alors que les Américains ont élu il y a plus d'un mois son rival, jugeant notamment que le coût de la vie était trop élevé sous le démocrate.



Moins d'impôts pour les plus riches

Le président a mis en garde contre le retour de Donald Trump et la mise en oeuvre de son programme: "Je prie Dieu pour que le président élu rejette le 'Project 2025'. Je pense que c'est un désastre économique pour nous et la région", a-t-il déclaré, en référence au programme ultraconservateur qui pourrait servir de feuille de route au deuxième mandat du républicain.
"Le président élu Trump hérite de l'économie la plus forte dans l'histoire moderne, dont tout le monde aurait envie", a ajouté Joe Biden, dans un discours chantant la grandeur des Etats-Unis et de leur économie.
Il a aussi fustigé une "nouvelle réduction d'impôts pour les plus riches" qui aurait "un coût réel, entraînant une fois de plus des déficits massifs ou des coupes importantes dans les programmes de base en matière de soins de santé, d'éducation et de prestation aux anciens combattants".
Joe Biden avait quitté la course pour la Maison Blanche en juillet après un débat désastreux face à Donald Trump, laissant la vice-présidente Kamala Harris mener la bataille électorale et échouer le 5 novembre dernier face au républicain.
Depuis, le président démocrate s'est engagé à une transition fluide avec Donald Trump, qui relègue son prédécesseur dans l'ombre à coups de publications chocs sur son réseau Truth Social, à l'image de l'annonce de la hausse des droits de douane qui a affolé les voisins des Etats-Unis.

SUISSE

Le Conseil des États approuve nettement l'accord de libre-échange avec l'Inde

Le Conseil des États a approuvé, sans opposition, l'accord de libre-échange avec l'Inde, qui a ainsi franchi une étape importante en vue de son entrée en vigueur dès l'automne 2025. C'est maintenant au tour du Conseil national de se prononcer.
L'accord offre à l'économie suisse une opportunité unique de participer au potentiel économique du pays le plus peuplé du monde.
Le chapitre sur l'investissement constitue à la fois une nouveauté et une opportunité pour les entreprises suisses.
L'accord de libre-échange avec l'Inde donne à l'économie suisse une opportunité unique de participer au potentiel économique du pays le plus peuplé du monde.
Plusieurs membres du Conseil des États ont parlé à juste titre d'une étape importante et ont salué le travail accompli par les négociateurs emmenés par la secrétaire d'État Helene Budliger.
Outre les nombreuses réductions tarifaires et une meilleure protection de la propriété intellectuelle pour les entreprises suisses, le chapitre sur les investissements a été salué comme une réussite particulière. Dans le cadre du partenariat économique et commercial, les États de l'AELE s'engagent à promouvoir leurs investissements en Inde. L'objectif (juridiquement non contraignant) est d'attirer des investissements pour un volume de 100 milliards de dollars US et de créer jusqu'à un million d'emplois au cours des quinze prochaines années.
L'Inde s'engage également à créer un climat d'investissement favorable. Des mesures concrètes sont déjà prévues dans ce sens. Selon le conseiller fédéral Guy Parmelin, Invest India – l'agence officielle indienne de promotion des investissements – ouvrira prochainement un guichet dédié à l'AELE.

BCE

Nouvelle baisse des taux d'intérêt bientot ?

Une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) pourrait se profiler en décembre 2024 mais de quelle ampleur ? Tel est l'enjeu de la prochaine réunion de la BCE. Vie-publique.fr vous donne des éléments pour suivre et comprendre la décision à venir de la BCE.
En principe, toutes les six semaines, la Banque centrale européenne (BCE) fait la une des médias : son Conseil des gouverneurs se réunit pour décider de l'orientation de sa politique monétaire. La réunion du 12 décembre 2024, dont il sera possible de suivre en direct la conférence de presse, s'annonce particulièrement indécise.

Quelle baisse des taux ?

Outre les crises politiques que traversent la France et la Allemagne (les deux plus grands pays de la zone euro), la faiblesse économique de certains pays de la zone euro est un autre paramètre à prendre en compte. Si le taux de croissance en zone euro augmente au troisième trimestre 2024 de 0,4% par rapport au trimestre précédent, il n'est pas du même niveau entre les grands pays de la zone euro : +0,1% au troisième trimestre en Allemagne qui connaît un ralentissement industriel pesant sur ses partenaires européens mais +0,8% en Espagne, +0,4% en France et 0% en Italie.
Cette divergence économique entre les pays rend plus difficile la fixation d'un taux d'intérêt commun entre l'Allemagne qui pourrait profiter d'un effet plus puissant et l'Espagne qui pourrait risquer une forme d'"emballement" économique un peu trop marqué. En parallèle, le principal indicateur monétaire, le taux d'inflation annuel, est, en novembre 2024, remonté à 2,3% en zone euro, après 2% en octobre et 1,7% en septembre.
Lors de sa dernière réunion, le 17 octobre dernier, la BCE avait ramené son principal taux, la facilité de dépôt, à 3,25%.

DANEMARK

Pourquoi Copenhague se classe-t-il si bien en termes de compétitivité ?

« Il est difficile de continuer à être un pays leader sur un continent qui est souvent mis à l'épreuve », a déclaré Thomas Bustrup à Hannah Brown dans cet épisode de The Big Question.
Dans le classement mondial de la compétitivité 2024 de l'International Institute for Management Development (IMD), le Danemark arrive en troisième position.
Singapour et la Suisse ont pris les deux premières places, détrônant le Danemark de la position privilégiée en 2022 et 2023.
Malgré cela, c'est un bon résultat pour un pays d'Europe où l'un des principaux sujets de conversation est la baisse de la compétitivité de l'Union.

Alors, quel est leur secret ?

Dans cet épisode de The Big Question, Thomas Bustrup, directeur général adjoint de la Confédération des entreprises danoises, s'entretient avec Hannah Brown au sujet des avantages du marché du travail unique du Danemark.

Qu'est-ce que le « modèle danois » ?

Le Danemark a développé un modèle de marché du travail très flexible qui, selon Thomas, s'est construit sur la « confiance » au cours des 100 dernières années.
Souvent qualifié de « flexicurité », ce système permet à la fois d'embaucher et de licencier facilement. Les entreprises ont ainsi la possibilité de saisir de nouvelles opportunités au moment où elles le souhaitent, sans avoir à conserver du personnel excédentaire dans l'intervalle.
Alors que de nombreux pays s'opposent au licenciement facile du personnel, cela n'a pas eu d'effet négatif sur les taux d'emploi danois.
En octobre 2024, le taux de chômage au Danemark était de 2,9 %, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de l'UE qui était de 5,9 % en août 2024, selon Eurostat.
Le volet sécurité de la « flexicurité » prend la forme du système national d'aide sociale aux chômeurs.
Au Danemark, il est courant de s'affilier à un régime d'assurance chômage volontaire. Les affiliés à ces régimes peuvent prétendre à des allocations de chômage pendant deux ans maximum, à condition de remplir les critères d'éligibilité. La prestation équivaut généralement à une moyenne de 57 % des revenus antérieurs.
Et si cela peut sembler insuffisant, Thomas est convaincu qu'il ne s'agit généralement pas d'une solution à long terme.
« La flexibilité permet souvent de trouver un nouvel emploi très rapidement », explique Thomas.
En fait, selon les statistiques nationales danoises, en mai 2024, moins de 0,36 % de la population active aura été au chômage pendant 52 semaines.
Les politiques actives du marché du travail (PAMT) sont également mises en place pour maintenir l'employabilité. Environ 2 % de la main-d'œuvre danoise participe chaque année à une formation professionnelle.

ASTON MARTIN VALHALLA (2025)

Elle explose la barre des 1000 chevaux !

L'Aston Martin Valhalla est une toute nouvelle supercar propulsée par un V8 biturbo hybride rechargeable, fort de 1079 ch et 1100 Nm. Dans sa ligne de mire, les dernières supercars de Ferrari, Lamborghini et McLaren.

Sous l'impulsion de Lawrence Stroll, Aston Martin mène une impressionnante offensive "produit" avec de nombreux nouveaux modèles. Après la DB12, également disponible en Volante, c'est au tour de la nouvelle Vantage, suivie d'abord par le DBX707 rafraîchi puis par la toute nouvelle Vanquish. Et ce n'est pas fini, puisque cette Aston Martin Valhalla rejoindra les rangs de la vénérable marque britannique dans le courant de l'année 2025. Après l'hypercar Valkyrie, il s'agira de la deuxième voiture de sport de Gaydon nommée d'après la mythologie nordique.

La nouvelle Aston Martin Valhalla reprend les principes de conception radicale introduits par Red Bull Racing lors du développement de la Valkyrie, mais dans un emballage qui se veut un peu plus accessible. Mais ne vous y trompez pas, car les spécifications de cette supercar hybride rechargeable sont tout aussi vertigineuses. La production débutera au deuxième trimestre 2025 et sera limitée à 999 exemplaires.

Spécifications et performances

L'Aston Martin Valhalla est propulsée par un V8 monté en position centrale arrière et doté d'un vilebrequin plat qui engage deux turbos à double spirale pour porter la puissance à 828 ch. Cette cavalerie est transmise aux roues arrière par l'intermédiaire d'une toute nouvelle boîte de vitesses à double embrayage DCT et d'un e-différentiel actif. Notez également la position extrême des deux sorties d'échappement.

Le moteur de 4 litres est également soutenu par trois moteurs électriques (deux à l'avant et un à l'arrière, intégré à la boîte de vitesses), ce qui porte la puissance du système à 1079 ch et le couple maximal à 1100 Nm. Le sprint de 0 à 100 km/h est abattu en 2,5 s et la vitesse maximale atteint 350 km/h.

Beaucoup d'appui et peu de poids

Dotée d'une aérodynamique active, la carrosserie de l'Aston Martin Valhalla promet un appui aérodynamique de 600 kg à 240 km/h. Repris de la Formule 1, le système DRS pemret de combiner une traînée minimale sur les lignes droites à un appui maximal (y compris l'aérofrein) dans les virages.

Le châssis bénéficie également du savoir-faire d'Aston Martin en F1, avec une structure de base développée par AMPT qui ne pèse que 74,2 kg sur la balance. La masse totale de l'Aston Martin Valhalla hybride rechargeable s'élève toutefois à 1655 kg.

XIAOMI YU7 SUV

Meilleur et moins cher qu'un Tesla Model Y ?

Xiaomi présente son deuxième modèle, le YU7, version SUV de la berline SU7. Avec près de 700 ch et 800 km d'autonomie, il veut faire mieux que le Tesla Model Y pour un tarif inférieur.

Le Xiaomi YU7, SUV électrique dérivé de la berline SU7 – dont la version extrême SU7 Ultra vise le record de la Porsche Taycan Turbo GT sur le Nürburgring – s'inspire du design de supercars européennes pour séduire et arrivera sur le marché chinois à l'été 2025. Concurrent direct du Tesla Model Y, il promet des prestations supérieures pour un prix inférieur… en Chine.

Style et dimensions du modèle

Le Xiaomi YU7 adopte un design audacieux qui rappelle la Ferrari Purosangue par ses proportions et la McLaren 750S au niveau de sa face avant, tout en affirmant sa propre identité et en conservant un air de famille évident avec la berline SU7. Les passages de roue prononcés et le spoiler arrière de type "ducktail" évoquent une allure sportive, tandis que les phares LED acérés renforcent son dynamisme. L'arrière du SUV est marqué par des feux LED horizontaux sur toute la largeur qui mêlent des accents Aston Martin et Polestar.

Mesurant 4999 mm de long, 1996 mm de large et 1600 mm de haut, avec un empattement de 3000 mm, il conserve l'empreinte au sol de la berline SU7, mais gagne 145 mm en hauteur, offrant ainsi une posture plus imposante et musclée. Ces dimensions placent le YU7 dans la catégorie des grands SUV premium électriques qui comptent le Mercedes EQE SUV ou le Polestar 3 notamment.

Spécifications, autonomie et performances

Le Xiaomi YU7 dispose d'une transmission intégrale via deux moteurs électriques – un par essieu - générant une puissance combinée de 690 ch (508 kW), surpassant la SU7 Max. Le moteur avant délivre 299 ch, tandis que celui à l'arrière atteint 391 ch. Cette configuration garantit des performances de pointe dans sa catégorie.

Ce groupe motopropulseur sera alimenté par des batteries fournies par CATL. Bien que Xiaomi n'ait pas précisé l'autonomie, elle devrait être légèrement inférieure aux 800 km de la berline SU7 en raison de la taille et du poids supplémentaires. Le modèle intègre des technologies avancées, notamment un capteur LiDAR sur le toit, annonçant des capacités de conduite autonome de haut niveau.

Prix et commercialisation

Attendu sur le marché chinois à partir de l'été 2025, le Xiaomi YU7 sera produit à Pékin dans l'usine de la marque. Des chaînes dont sont déjà sorties plus de 100.000 exemplaires de la berline SU7.

Le prix de départ du YU7 est estimé entre 250.000 et 300.000 ¥, soit environ 32.000 à 39.000 €, le positionnant face au Tesla Model Y malgré son format plus proche d'un Model X. Reste à voir si et surtout quand ce grand SUV électrique chinois sera distribué en Europe. Toutefois, ces tarifs une fois « convertis » à notre marché, devraient être revus à la hausse.

CHATGPT

L'une des meilleures fonctionnalités s'améliore et devient gratuite

La concurrence dans le domaine des intelligences artificielles génératives s'intensifie, et OpenAI frappe un grand coup. La fonctionnalité « Canevas », initialement réservée aux abonnés payants de ChatGPT, devient désormais accessible gratuitement à tous les utilisateurs.

Une évolution majeure pour l'interface de travail de ChatGPT. OpenAI démocratise l'accès à Canevas, sa fonctionnalité phare d'édition collaborative, jusqu'alors réservée aux abonnés payants. Ce tournant stratégique intervient alors que la concurrence s'intensifie dans le domaine des interfaces d'IA génératives.

Canevas : une interface révolutionnaire pour la productivité

Lancée en octobre 2024, Canevas a été conçue pour pallier les limites de l'interface classique de ChatGPT. Contrairement au format traditionnel qui repose sur des échanges textuels linéaires, Canevas propose un espace de travail interactif et visuel. Cette interface permet aux utilisateurs d'éditer directement leurs textes ou codes, de demander des modifications ciblées et de suivre les révisions grâce à un système de contrôle des versions. L'objectif est clair : offrir une expérience plus fluide et collaborative.
Parmi ses fonctionnalités phares, Canevas inclut des outils comme l'ajout automatique de commentaires dans le code, la correction d'erreurs, ou encore la traduction entre différents langages de programmation tels que Python, JavaScript ou C++. Ces options en font un allié précieux pour les développeurs, mais également pour les créateurs de contenu cherchant à affiner leurs écrits sans avoir à reformuler constamment leurs requêtes.
Cette nouveauté s'inscrit dans une stratégie plus large d'OpenAI visant à rendre ses outils plus accessibles.

Comme l'explique l'équipe derrière Canevas : « Les utilisateurs ont besoin d'une interface qui leur permette de travailler efficacement sur des projets complexes nécessitant plusieurs itérations. Canevas répond précisément à cette demande. »

Un mouvement dicté par la concurrence ?

La décision d'OpenAI de rendre Canevas gratuit intervient dans un contexte où la compétition fait rage. Des acteurs comme Anthropic avec son outil « Artifacts » dans Claude, ou encore Mistral avec « Le Chat » ont déjà introduit des fonctionnalités similaires, disponibles gratuitement dès leur lancement. Ces alternatives offrent également des outils avancés pour l'écriture et le codage, mettant OpenAI sous pression pour maintenir son leadership.
Claude Artifacts, par exemple, s'est doté d'atouts distinctifs comme son intégration native avec GitHub et sa capacité à générer des artefacts partageables pour le développement collaboratif. De son côté, Mistral a récemment intégré une version comparable des Canevas dans son chatbot « Le Chat », tout en proposant des fonctionnalités supplémentaires comme la génération d'images avec Flux Pro. Ces innovations gratuites ont sans doute influencé OpenAI à étendre l'accès à Canevas.
Cependant, malgré ces avancées concurrentes, ChatGPT conserve certains atouts majeurs. Son modèle GPT-4o reste une référence en matière de logique et de raisonnement complexe, surpassant souvent ses rivaux sur des tâches exigeantes comme les équations mathématiques ou les analyses techniques. De plus, l'écosystème d'OpenAI bénéficie d'une communauté d'utilisateurs massive et d'une intégration croissante avec des plateformes tierces.

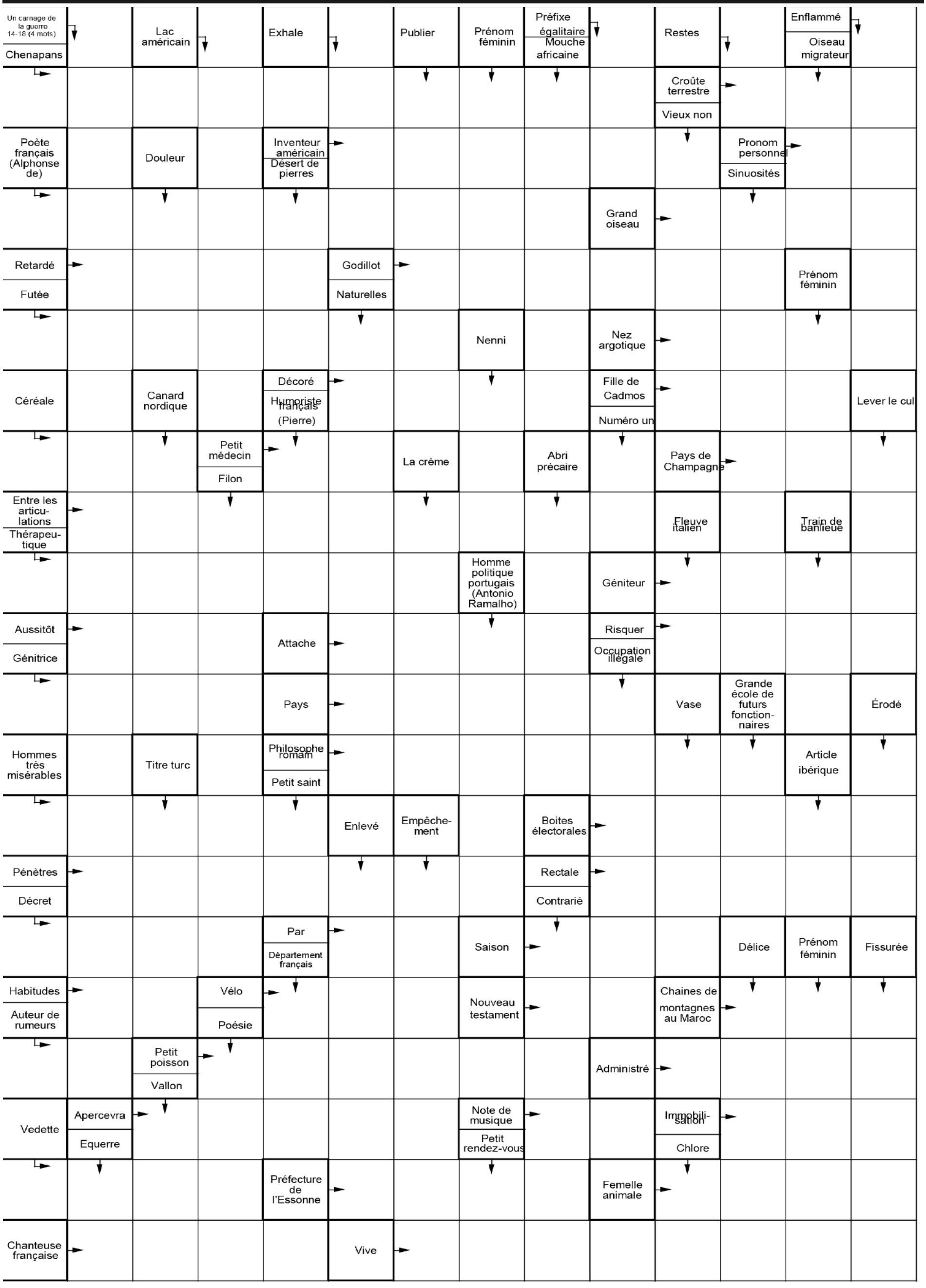
La plateforme collaborative Klaxoon rachetée par l'américain Wrike

Après 10 ans d'existence, Klaxoon voit son futur sous la bannière étoilée. Le spécialiste français des outils collaboratifs vient en effet d'être racheté par la société américaine Wrike. Elle édite des solutions de gestion de projet et a été fondée en 2006. En 2021, elle a été acquise par Citrix avant que le fonds STG (Symphony Technology Group) s'en empare en 2023. Avec l'acquisition, les investisseurs historiques Sofiouest, Eurazeo et BP trouvent une honorable porte de sortie.Le montant de l'opération n'a pas été communiqué et elle sera finalisée au 1er trimestre 2025. Pour mémoire, Klaxoon a levé tant bien que mal (selon un post Linkedin de son fondateur Matthieu Beucher) 15 M€ en 2023 pour redresser la société en se recentrant sur la rentabilité.
Dans son message, le fondateur expliquait alors plusieurs évolutions dont des réductions d'effectifs, un changement de direction et des modifications sur la plateforme. Par ailleurs, l'activité américaine patinait selon les propos du fondateur. L'éditeur annonçait alors un chiffre d'affaires de 20 M€.

Une porte d'entrée sur l'Europe pour Wrike

Pour Wrike, la mariée rennaise arrive avec un portefeuille de 5 000 entreprises et organisations dont la totalité des entreprises du CAC 40 (dont Total, Accenture et LVMH) et 15% du Fortune 500. Avec cette acquisition, l'éditeur américain s'ouvre surtout une porte sur le marché européen avec des positions fortes en France et en Allemagne.
Sur la partie technique, Wrike indique dans un communiqué, « en nous associant aux propres progrès de Klaxoon en matière d'IA pour la collaboration visuelle, nous allons accélérer le changement vers des flux de travail totalement intégrés et activés par l'IA ». En octobre dernier, Klaxoon avait présenté des fonctionnalités IA au sein de sa plateforme comme la capacité à résumer les réunions, appliquer des couleurs en fonction des thématiques, créer des plans d'action, … Wrike va pouvoir intégrer ces apports dans son outil de gestion de projets, Work Intelligence.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 12 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE Le Brent frôle les 73 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse prudente mercredi, avant la publication des rapports mensuels de l'Opep et de l'AIE sur la production. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 1,01% à 72,92 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, gagnait 1,04%, à 69,30 dollars. Le marché attend mercredi le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sur la production et celui de l'Agence internationale de l'énergie jeudi.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

La Syrie : une économie exsangue et un pays éclaté

Ce qui vient de se produire en Syrie n'est pas un hasard ; c'est l'aboutissement d'un long processus de reconfiguration du Moyen Orient dans le cadre de la nouvelle géopolitique. Ne pas comprendre que la géopolitique nouvelle est aujourd'hui le facteur déterminant de toutes les relations économiques et commerciales. La Syrie n'est ni une puissance économique, ni une réserve de richesses naturelles importantes. Il est vrai qu'elle possède des réserves de pétrole au Nord Est (zone kurde) exploitées depuis 2015 par les Américains ; elle produit à peine 100 Mb/j, ce qui fait de la Syrie un pays importateur de carburants. Une petite économie qui n'a cessé de se rétrécir depuis le début de la crise politique en 2011 ; elle est devenue exsangue. Son PIB est passé de 68 Mds $ en 2011, à quelques 9 Mds $ en 2023 et une population résidante passée de plus de 18 Millions en 2011 à quelques 12/13 millions d'habitants résidents actuellement. C'est sa géographie qui peut aider à comprendre ce résultat ; elle se trouve à cet endroit au mauvais moment. Mais la géographie n'explique pas tout. Toutes les géographies ont des avantages et des inconvénients. La géographie est façonnée par l'histoire et sur ce registre la Syrie a été plutôt gâtée. Une civilisation millénaire, Damas existe depuis plus de 5000 ans, c'est la première capitale du monde musulman sous le Califat Omeyyade. La géographie est façonnée aussi par la politique. C'est sur ce registre que la Syrie n'a pas eu de « chance ». Au plan géopolitique (imbrication du politique et de la géographie), la Syrie s'est retrouvée au centre d'intérêts stratégiques divergents. Elle est au centre d'un triangle composé de trois grands acteurs géopolitiques : Israël (qui occupe une partie du territoire syrien, le Golan) ; l'Iran (par le truchement d'une minorité chiite au pouvoir) et la Turquie (pour contrôler les Kurdes au nord de la Syrie). Ce triangle est enveloppé par un deuxième triangle : Les USA (contrôle de l'énergie), la Russie (à la recherche des eaux chaudes pour sa marine) et la France (par le truchement de ses intérêts historiques au Liban).

Depuis son indépendance de l'empire ottoman et du mandat français, la Syrie a subi l'idéologie du panarabisme du Parti Baath pendant 60 ans et la tyrannie des El-Assad depuis près de 55 ans. Une stabilité du régime qui en apparence est supposée porteuse de développement pour le peuple syrien, en réalité, ça été une stabilité pour asservir un peuple et étouffer son génie. Un pays ne vivant que de son patrimoine historique et culturel et le génie de son peuple qui innove dans tous les domaines avec les moyens de bord. Depuis la guerre de 73, la Syrie a vécu sous le régime de l'économie de guerre. Toutes les activités sont contrôlées par l'Etat et beaucoup d'entre elles sont exercées par l'institution militaire. Le Nord et le Kurdistan syrien ont toujours été rebelles au pouvoir central ; ils sont plus industrieux et moins dociles à l'autoritarisme de l'administration. Damas plus docile et plus commerçante. Alep est le cœur battant de l'économie syrienne, elle est fortement articulée à l'économie turque, soit par les échanges commerciaux, soit par la sous-traitance au profit des entreprises turques. L'agriculture syrienne, sur les bords de l'Euphrate, a été très performante au point d'obtenir une autosuffisance dans plusieurs filières, parmi lesquelles les céréales. L'Algérie a importé le blé syrien pendant plusieurs saisons dans les années 2000-2010. L'économie syrienne demeure très faible et fortement dominée par un secteur public impotent et archaïque. Un secteur privé très dynamique dans la région d'Alep, particulièrement dans le textile et la confection.

Le système de pouvoir instauré en 1970 par Hafedh EL Assad, autour du parti unique El Baath, contrôle l'économie et la société. Ce système devient, avec les crises internes, de plus en plus autoritaire et clientéliste. Face à la crise, les Syriens émigrent massivement vers les pays arabes, la Turquie et l'Europe. Cette main d'œuvre est bien formée et très disciplinée, elle est même entreprenante dans les contextes étrangers. Depuis la crise de 2011, plus du tiers de la population a émigré. Le génie de ce peuple a maintenu l'économie du pays dans une relative sécurité alimentaire et une activité industrielle et commerciale utile pour la population. Le tout dans des pratiques informelles, de petite corruption et de débrouille.

Nous profitons de cette chronique pour livrer un témoignage sur les pratiques locales d'un pouvoir autoritaire et fermé à toute évolution y compris dans le monde économique. Un pouvoir qui ne veut rien partager, même pas la liberté d'entreprendre et de produire pour l'intérêt du pays. Nous avons, à la faveur de plusieurs voyages dans ce beau pays, dans le cadre d'une mission de la Banque mondiale d'observer cette économie et surtout de relever les blocages d'une administration omniprésente et défaillante. Cette mission a eu lieu entre 2002 et 2004 et a consisté à évaluer le climat d'investissement et d'affaires du pays (Projet ICA de la World Bank : Investment, Climat, Affairs) dans une perspective de benchmarking international. Cette évaluation se fait essentiellement par l'administration d'un questionnaire standard international avec quelques marges de manœuvre pour une adaptation au contexte local.

Observation 1 : Notre interlocuteur était le Ministère des Finances, le vis-à-vis de la Banque mondiale. Comme dans de nombreux pays, le déroulement des enquêtes est soumis à une autorisation des instances locales ; c'est le cas en Syrie. En Syrie, pour avoir cette autorisation, il faut soumettre tout le questionnaire et d'autres documents au ministère des Finances. Sans cette autorisation, nous n'avons pas le droit de contacter les institutions (organisme des statistiques pour les bases de données des entreprises, les associations patronales, les banques, les douanes et même l'université). L'attente de l'autorisation a pris plusieurs jours (4 ou 5 jours). Notre questionnaire a été soumis au Conseil des Ministres qui en a statué en rejetant une seule question, celle relative à la corruption, ainsi formulée : « à l'occasion des procédures administratives et des demandes d'autorisations et permis, vous est il demandé des versements informels (somme d'argent, pots de vin, cadeaux, autres…) » ? Le motif donné par le Ministère des finances pour ce rejet était : « en Syrie, il n'y a pas de corruption ». Comme la question était importante pour les comparaisons internationales, il fallait lui donner une autre sémantique et ce sont les fonctionnaires du Ministère qui ont suggéré le mot approprié à la place de la corruption : ce mot magique était : « Ikramiyate » qui veut dire un pourboire ou des douceurs… Avec ce mot, le questionnaire est adopté et l'enquête est autorisée.

Observation 2 : Au moment du déroulement du questionnaire auprès des entreprises, nous avons observé la grande différence entre Damas et Alep. A Damas, les entreprises répondent à l'unanimité par : « aucun versement n'est demandé » ; alors qu'à Alep, les entrepreneurs réagissent d'abord par un commentaire sur la question en apportant une précision : « vous voulez dire s'il y a une corruption ?, alors : Oui ».

Observation 3 : Alep est une région très entreprenante. Un secteur privé dynamique et industrieux. Nous avons visité des usines de textiles et de confection aux normes internationales. Les chefs d'entreprise sont très critiques des pratiques de l'administration et des influences des pouvoirs locaux. Les kurdes jouent un rôle très important dans l'économie en exerçant des activités informelles, voire même totalement interdites comme l'internet et les transactions monétaires.

Observation 4 : Notre premier contact à Alep était avec le doyen de la faculté d'économie de l'université d'Alep (pour le recrutement et la formation des étudiants-enquêteurs). Dans son bureau, le doyen était entouré du représentant du parti Baath (vrai patron) et d'autres personnes. La discussion était très protocolaire et très « langues de bois » avec des louanges au Président et à la révolution et au Parti. A l'extérieur de son bureau, une fois seul avec nous, le discours a complètement changé et il a commencé par : « passons aux choses sérieuses :……. Et de se lancer dans un procès en règle contre le régime et ses satellites dans la société. Tous les syriens ont une double vie, particulièrement ceux du Nord, celle officielle et apparente et celle réelle et informelle dans tous les domaines, social, culturel, économique et même politique.

Le régime syrien a eu une alerte en 2011, et au lieu de saisir l'opportunité d'une ouverture politique et économique pour intégrer toutes les oppositions dans un processus d'inclusion des forces en présence, il a préféré l'affrontement. La fermeture du système, dans les domaines économique et politique, a conduit à des révoltes, des contestations et puis à l'embrigadement dans les réseaux terroristes. La révolte qui a conduit à la chute du régime Assad est venue justement du Nord. L'économie syrienne peut redémarrer si les conditions politiques sont réunies pour former un Etat national. Le génie du peuple syrien, les terres fertiles de l'Euphrate et le pétrole du Nord-Est peuvent constituer les leviers d'un redémarrage économique. Mais pour le moment, l'urgence c'est la consolidation de l'unité territoriale et la construction d'un Etat sur de nouvelles bases ; l'idéologie du nationaliste arabe est enterrée, comme toutes les idéologies populistes hypocrites.